



**Communiqué**  
**Le 24 octobre 2017**

## **L'AFD soutient 25 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de près de 11 717 920 €**

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 24 octobre 2017. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

### **ATIA : Insertion sociale des familles vulnérables dans les bidonvilles en Inde**

Le projet porté par ATIA a pour ambition de donner aux familles vulnérables des bidonvilles de Bombay et de Jaipur, en Inde, la capacité de faire valoir leurs droits et d'affronter leurs principales difficultés ; de rapprocher les services sociaux des populations les plus en marge et de renforcer les capacités des sept associations partenaires à intégrer les outils et méthodes de l'accompagnement psychosocial dans leurs activités. Les familles sont écoutées, conseillées, motivées et orientées vers les services publics et associatifs les plus adaptés. Elles retrouvent confiance en leur capacité à résoudre leurs problèmes et renforcent ainsi leur résilience et leur insertion sociale. Le projet devrait bénéficier à 7000 familles très vulnérables des bidonvilles, à 3000 autres qui bénéficieront de la permanence sociale, à une centaine d'étudiants et de travailleurs sociaux publics formés à l'accompagnement familial dynamique et aux sept associations partenaires ainsi renforcées dans l'efficacité de leurs interventions.

La subvention s'élève à 485 000 €, soit 50% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **Fédération Handicap International : Des services de réadaptation de qualité, connectés et accessibles, à Madagascar et en Haïti**

Le projet porté par Handicap International a pour objectif de renforcer les services de réadaptation pour les personnes handicapées à Madagascar et en Haïti. Il a pour ambition d'améliorer la qualité des services de réadaptation, en développant la formation continue avec les associations de professionnels, en améliorant la qualité de gestion des services et en harmonisant les protocoles de soins ; d'améliorer l'accessibilité financière et géographique aux soins de réadaptation, en réalisant les études des coûts et en proposant des dispositifs de financement d'une part, en développant la télémédecine d'autre part et d'améliorer le parcours des patients, à travers un meilleur référencement, notamment par les organisations de personnes handicapées qui seront appuyées en ce sens. Le projet devrait bénéficier directement à 220 professionnels de santé, 140 membres d'associations professionnelles, 650 personnes vulnérables ayant besoin de soins de réadaptation, 80 agents des ministères de la santé et des services territoriaux.

La subvention s'élève à 1 585 000 €, soit 50% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **Samu Social International : Lutter contre l'exclusion des enfants et jeunes en situations de rue, au Caire**

Le projet du Samu Social International s'inscrit dans la continuité d'une première phase, déjà soutenue par l'AFD, ayant pour objectif de contribuer à lutter contre la grande exclusion des enfants et des jeunes en situation de rue au Caire, en Egypte.

Ce projet est réalisé en partenariat avec deux fondations égyptiennes spécialisées dans la protection de l'enfance et il associe le ministère de la Solidarité sociale égyptien. Il a pour objectif d'optimiser le partenariat avec les partenaires locaux (OSC et ministère), de diffuser davantage la méthodologie socio-juridico-médicale du Samu Social International, de développer davantage d'activités permettant d'approfondir la relation avec les enfants et les jeunes des rues, de créer un véritable cadre de concertation avec les autres associations et services sociaux et enfin de faire changer le regard porté sur les enfants et jeunes de la rue en Egypte.

Deux axes forts guident ce projet : l'intensification du plaidoyer et de la lutte contre l'exclusion des filles, souvent négligée par les acteurs associatifs et publics égyptiens.

Les principales activités de ce projet : 930 maraudes, avec 2250 prises en charge individuelles (appui médical, psychosocial ou juridique) ; 52 journées sportives et récréatives ; 3 festivals de théâtre ; 27 sessions de formation et d'échange d'expérience avec les partenaires, l'équipe du Samu Social International Egypte et avec les agents du ministère de la Solidarité sociale ; 6 réunions du cadre national de concertation ; 12 conférences sur la problématique de la grande exclusion ; 2 campagnes audiovisuelles.

Bénéficiaires (chiffres minimum) : 750 enfants/jeunes en situation de rue ; Formation : 350 professionnels des services sociaux publics ou associatifs ; grand public large ou local (populations avoisinant les lieux de vie des enfants).

La subvention s'élève à 385 568 €, soit 50 % du budget du projet.

### **Ensemble contre la peine de mort : Eduquer aux droits de l'homme et à l'abolition de la peine de mort- Phase 2**

La phase 1 affichait trois objectifs : sensibiliser aux droits de l'homme les jeunes et les citoyens, créer un réseau international d'éducation aux droits de l'homme, et initier des premières collaborations avec les acteurs de l'éducation à la coopération et à la solidarité internationale (ECSI). Cette phase, quant à elle, va plus loin en visant *l'émergence* d'une conscience citoyenne à une citoyenneté mondiale active. Elle vise un changement d'échelle en termes de couverture géographique de l'action en France et à l'international et d'ancrage thématique des droits dans le champ de l'ECSI. Une action combinée de sensibilisation, d'accompagnement à l'engagement et de renforcement des capacités en matière d'éducation aux droits sera poursuivie auprès de trois grands publics cibles que sont les jeunes et le grand public français, et les acteurs des droits et de l'ECSI en France et à l'international. Le projet touchera 3000 élèves répartis dans cent établissements du secondaire et principalement les moins favorisés, une centaine de jeunes pris en charge par la PJJ et plusieurs milliers de citoyens. 72 personnes seront formées, et une dizaine d'organisations intervenant sur l'ECSI, ainsi que des acteurs associatifs des droits et une grande diversité de partenaires institutionnels français, tels que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministère de la Justice, le ministère de l'Education, seront mobilisés pour relayer les activités et outils conçus au travers du projet.

La subvention s'élève à 267 431 €, soit 47,83% du montant total du projet.

### **Guinée 44 : Consolidation d'une Filière de Foyers Améliorés en République de Guinée (COFIFAM)**

Fort des résultats atteints depuis près de dix ans pour développer la production et la commercialisation d'outils de cuisson économes en Basse Guinée, le projet vise à impulser son changement d'échelle en l'inscrivant dans le temps long. Assumant une vision prospective à dix ans, et une articulation à l'objectif national du gouvernement d'un million de foyers améliorés d'ici à 2030, trois leviers seront mobilisés pour accompagner cette montée en charge : *via* la structuration de filières locales de production-commercialisation (appuis à la production : formation, mutualisation de l'approvisionnement, contrôle qualité des produits, appuis à la vente : formation, organisation collective, accès au crédit, appuis à la structuration : mise en relation des acteurs de la production et de la commercialisation) ; *via* la diversification et la promotion de l'offre (élargissement de la gamme de produits en réponse à la diversité de la demande, premières démarches en vue de la création d'une marque) ; et *via* l'anticipation des conditions à la pérennisation de la filière (rentabilité de la production, financement carbone, soutien des politiques nationales et locales).

Dans la continuité des précédentes interventions, le projet portera sur les trois mêmes régions (Kindia, Boké, Conakry), dont il ciblera plus particulièrement cinq territoires correspondants à des bassins cohérents en termes de structuration de filière et de labellisation carbone. A son issue, 17 000

cuiseurs à haut rendement énergétique (CHRE) d'usage domestique (16 000) et professionnels (1000) - soit 22% de l'engagement national à la COP 21 - seront diffusés à destination de 12 800 ménages et 800 entrepreneurs soit 60 000 tonnes de bois et de teq (tonne équivalent) de CO2 évitées.

La subvention s'élève à 500 000 €

### **Inter Aide : Réduction durable de la mortalité infanto-juvénile en zones rurales isolées à Madagascar et au Malawi – Phase 3**

Il s'agit de la troisième phase d'un projet visant à réduire la mortalité infantile dans des zones rurales isolées de la côte sud-est de Madagascar et des régions Centre et Sud du Malawi. Le projet présente un double objectif d'amélioration de la demande et de l'offre de soin. Il va permettre d'améliorer la demande de soins de santé par un renforcement des connaissances en santé infantile et des pratiques pour la recherche précoce de soins dans les familles rurales bénéficiaires. Et il vise également à avoir un effet sur l'offre de soins par l'augmentation en termes d'accessibilité et de qualité des services de santé, notamment une disponibilité adéquate des soins de santé et des médicaments à travers les agents communautaires. A terme, 120 000 personnes devraient participer aux séances de sensibilisation, 120 000 enfants de moins de 5 ans devraient avoir accès à des soins de santé et près de 4 500 agents de santé bénéficieront d'une formation et d'un accompagnement.

La subvention s'élève à 455 000 €, soit 26% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **Triangle Génération Humanitaire – Amélioration des capacités de production durable et de résilience de la population rurale et vulnérable de l'Etat du Chin au Myanmar – Phase 2**

Il s'agit de la deuxième phase d'un projet visant à améliorer la durabilité de la production agricole à travers une approche intégrée de la gestion des ressources. Il s'articule autour de plusieurs volets comme l'accroissement et la diversification de la production agricole vivrière ou l'augmentation des revenus issus des cultures de rente (notamment en développant la commercialisation du konjac entamée lors de la phase 1 du projet). Le projet prévoit aussi d'améliorer les connaissances des comités de gestion villageois afin de parvenir à une exploitation durable des ressources naturelles, ainsi que de renforcer leurs capacités de dialogue auprès des institutions gouvernementales locales. Ce projet devrait permettre d'accompagner plus de 1 500 personnes réparties dans 10 villages.

La subvention s'élève à 240 000 €, soit 41% du montant total du projet.

### **La Chaîne de l'Espoir : Prévention et prise en charge intégrée des enfants souffrant du noma et de pathologies et malformations faciales au Burkina Faso**

Le projet a pour objectif d'apporter une réponse intégrée à la lutte contre le noma et les autres pathologies et malformations faciales dans les régions du Nord, du Centre Nord et de la Boucle du Mouhoun, au Burkina Faso. Il est porté par La Chaîne de l'Espoir et mis en œuvre conjointement avec les associations Sentinelles et Bilaadga et la radio communautaire La Voix du Paysan. Il repose sur une approche globale qui va de la prévention à la prise en charge des enfants souffrant du noma et de pathologies et malformations faciales.

Le projet devrait permettre à 430 enfants de bénéficier de soins chirurgicaux et d'accompagnement. 1000 agents de santé et 600 relais communautaires ainsi que 300 leaders coutumiers, religieux et/ou membres d'organisations de la société civile seront sensibilisés sur les pathologies et malformations faciales, en particulier le noma. Vingt personnels médicaux et paramédicaux locaux seront formés à la prise en charge de ces malformations et pathologies.

La subvention s'élève à 410 000 €, soit près de 50% du moment total du projet.

### **Agrisud International : Renforcement et diversification des activités agricoles pour les minorités ethniques dans la Province de Lao Cai, au Vietnam**

Le projet concerne la zone du Parc National de Hoang Lien, situé dans la province Lao Cai, au Nord Vietnam. Cette région est peuplée majoritairement par des minorités ethniques qui vivent de l'agriculture, de la sylviculture et de l'artisanat traditionnel. Dans ces zones enclavées, le taux de pauvreté est élevé et les agriculteurs rencontrent des difficultés comme le manque de terres agricoles ; la vulnérabilité aux risques climatiques ; la faible diversification des revenus et la forte dépendance à la culture de cardamome.

Dans ce contexte, le projet soutiendra les familles paysannes vivant dans le parc et sa périphérie et aura pour objectifs d'une part, l'amélioration et la diversification des activités agricoles pour une meilleure sécurité alimentaire et un accroissement des revenus et, d'autre part, la réduction de la

pression sur les ressources naturelles permise par cette diminution de la pauvreté. Le projet contribuera donc à préserver la biodiversité animale et végétale de la zone du parc.

Le projet bénéficiera directement à 400 familles dans 8 villages et touchera de manière indirecte 2 400 personnes, par des retombées économiques ou des appuis techniques.

La subvention s'élève à 315 000 €, soit 50% du montant total du projet.

### **Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) - Projet de renforcement et d'orientation d'une production maraîchère rentable et écologiquement propre à Luang Prabang, au Laos**

L'objectif du projet est de renforcer la filière maraîchère propre dans la province de Luang Prabang, où la demande pour ces produits est forte du fait notamment de la fréquentation touristique. Il prévoit de développer la production, avec des méthodes agro-écologiques, pour accroître la productivité et la résilience des agricultures paysannes. Le projet soutiendra également la commercialisation des produits, en cherchant à développer des circuits courts. Pour mener à bien ces actions, des groupements de producteurs et d'organisations féminines déjà actifs dans ce domaine seront renforcés, et de nouveaux groupements seront encouragés. AVSF renforcera également son partenaire local, l'ONG CADPA, ainsi que les pouvoirs publics concernés et des chercheurs de l'Université.

Le projet touchera dans un premier temps 10 groupements maraîchers, soit une centaine de familles puis s'élargissant, avec l'objectif de s'étendre ensuite à 200 familles.

La subvention s'élève à 180 000 €, soit 50% du montant total du projet.

### **Entrepreneurs du Monde – Création de Très petites entreprises et accès à l'emploi durable grâce à des formations qualifiantes auprès de personnes vulnérables au Burkina Faso, au Sénégal, au Togo et en Haïti**

Le projet, porté par Entrepreneurs du Monde, consiste à mettre en place et à structurer, dans chacun des pays, une organisation locale d'appui à la création et au développement de TPE pérennes et créatrices d'emploi et d'accompagnement à l'insertion professionnelle, grâce à des formations qualifiantes et à un accompagnement personnalisé dans la durée, afin de contribuer au développement économique des territoires. Les organisations locales créées seront des lieux d'accueil et d'écoute, d'orientation vers des services spécifiques et adaptés aux besoins de chacun. Ce programme n'a pas vocation à déployer de nouvelles activités dans le secteur de la formation professionnelle mais plutôt à créer et animer un réseau d'acteurs multisectoriels locaux composés d'entreprises publiques et privées, de collectivités, d'ONG, d'universités et de centres de formation professionnelle qui seront plus à même de renforcer les compétences techniques des porteurs de projet.

Le projet bénéficiera à 800 entrepreneurs et à 1300 demandeurs d'emploi parmi une population non et peu qualifiée en situation de sous-emploi ou de chômage dans les zones urbaines précaires ; une priorité sera accordée aux femmes et aux jeunes (18-35 ans) et une attention particulière sera portée envers les personnes déplacées et en situation d'exclusion.

La subvention s'élève à 900 000 €, soit 47% du montant total du projet.

### **Initiative France : Structuration de réseaux Initiative pour la création d'entreprises au Maroc, en Tunisie, au Burkina Faso et au Mali**

Initiative France, fondée en 1985, est le 1<sup>er</sup> réseau français de financement et d'accompagnement des créateurs, repreneurs et développeurs d'entreprises. Les 223 implantations (appelées plateformes) en métropole et en Outre-mer, membres de la Fédération Initiative France, partagent toutes un mode d'intervention commun, l'octroi d'un prêt d'honneur sans intérêts et sans garantie et une offre d'accompagnement gratuit pendant toute la durée de remboursement du prêt par des parrains bénévoles issus du monde de l'entreprise. Le projet proposé par Initiative France permettra de poursuivre et de pérenniser la diffusion à l'international de son concept de triple accompagnement : services non financiers, mentorat par des chefs d'entreprise et octroi de prêts d'honneur.

L'objectif est d'atteindre, à l'horizon 2020, 1125 entreprises en activité permettant la création et le maintien d'au moins 2250 emplois, avec un taux de pérennité à 3 ans des entreprises soutenues supérieur à 75%. A l'issue des 3 ans, 22 plateformes (certaines déjà implantées) regroupées au sein de 4 Fédérations (un par pays) seront opérationnelles. Les Fédérations fourniront un cadre au développement des plateformes pour mieux assurer leur pérennité et crédibiliser l'offre auprès de nouveaux partenaires financiers.

La subvention s'élève à 460 000 €, soit 49% du montant total du projet.

### **Etudiants et développement : Accompagner, structurer et valoriser les dynamiques citoyennes et solidaires des étudiants marocains, ainsi que les initiatives franco-marocaines de jeunes**

Le projet, proposé par Etudiants et développement (E&D), a pour objectifs d'accompagner structurer et valoriser les dynamiques citoyennes et solidaires des étudiants marocains, ainsi que les initiatives franco-marocaines de jeunes. Il est porté par le Réseau Carrefour Associatif (National, Rabat, Maroc) et a comme partenaires en appui l'UNICEF Maroc, l'Observatoire National du Développement Humain, le REMAJEC (Réseau Marocain de Jeunesse Et de Concertation), France Volontaires et le Réseau français ANIMAFAC. Le projet s'articule autour de trois objectifs spécifiques : renforcer les capacités structurelles et organisationnelles des collectifs d'étudiants au Maroc ; accompagner la structuration d'une dynamique collective et le développement des espaces d'engagement ; promouvoir la reconnaissance juridique et opérationnelle de l'engagement étudiant par les universités.

Le projet permettra de toucher comme bénéficiaires directs 400 collectifs d'étudiants, 5000 à 6000 jeunes concernés (5 à 6 membres par association), douze membres du Carrefour Associatif et 70 structures régionales, nationales et/ou internationales proches d'E&D et du Carrefour Associatif.

La subvention s'élève à 210 000 €, soit 30% du moment total du projet.

### **Terre des Hommes France : Renforcement des capacités d'organisation et de leadership des communautés autochtones et paysannes péruviennes pour l'exercice de leurs droits et la gestion pacifique et durable de leurs territoires**

Le projet se déroule dans quatre régions pauvres du nord du Pérou : Amazonas, Cajamarca, Piura et Loreto, concentrant des populations natives et paysannes qui subissent directement les effets d'un modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles générant une pollution massive des sols et des rivières.

Ces communautés revendiquent une meilleure gestion des projets qui leur permettrait de préserver leur santé, leur sécurité alimentaire et leur mode de vie traditionnel.

Le projet va permettre aux communautés de défendre leurs droits et notamment de leur droit à la consultation préalable, de renforcer la représentativité de leurs instances de direction pour qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle, de renforcer les capacités des jeunes et des femmes à répondre aux défis démocratiques et culturels, de promouvoir une gestion durable des territoires et de mettre en place un dialogue permettant de gérer pacifiquement les conflits.

Le projet sera mis en œuvre par un consortium comprenant Terre des Hommes et deux OSC locales : FEDEPAZ et SAITE appuyées par trois OSC européennes ASTM, SCCF et Grupo Sur.

La subvention s'élève à 400 000 €, soit 50% du montant total du projet.

### **Secours Populaire Français : Consolider les capacités productives agricoles écologiques des femmes et des jeunes et la gestion entrepreneuriale de la coopérative ACPACAC de la commune de Comasagua, au Salvador**

Le projet consiste à renforcer les capacités d'une coopérative agricole de la commune de Comasagua au Salvador, la coopérative ACPACAC, qui anime un système de production et de commercialisation de produits biologiques connu sous le nom de « paniers paysans ». Il s'agit de consolider une production agricole écologique génératrice de revenus, dont les résultats encourageants obtenus en trois ans doivent être confortés. On distingue pour ce projet trois objectifs spécifiques : appuyer la diversification et l'amélioration de la production agricole, renforcer les capacités de la coopérative, consolider les aptitudes entrepreneuriales de ses adhérents.

La coopérative ACPACAC sera chargée de la mise en œuvre du projet avec l'assistance de deux comités de pilotages : un comité de pilotage au Salvador appuyé par un chef de projet expatrié du SPF et un comité de pilotage en France formé par des experts du Secours populaire français qui apportera son expertise technique au cours de missions de supervision sur le terrain.

La subvention s'élève à 307 500 €, soit 50% du budget total du projet.

### **CCFD-Terre Solidaire : Renforcement de l'économie paysanne et structuration de la filière mangue dans la commune de Gros Morne, en Haïti**

Le projet est la seconde phase d'un programme mené en appui à un partenaire haïtien, ITECA, visant à améliorer la sécurité alimentaire des ménages ruraux de la commune de Gros Morne en Haïti en appuyant la production et la commercialisation de la mangue Francisque. Il consiste d'une part à renforcer la capacité des producteurs, de deux coopératives et de trois organisations paysannes à produire, à transformer, et à accéder aux marchés ; d'autre part à appuyer la mise en place d'un réseau d'acteurs dynamiques, capables d'influencer les politiques publiques en faveur du développement de la filière mangue.

Le projet bénéficiera directement à 2000 producteurs dont 680 femmes et 655 jeunes. Sa pérennité devrait être favorisée par l'augmentation de la production et des débouchés, la montée en puissance des producteurs en matière de compétences techniques et de leadership et l'autonomisation financière des coopératives agricoles. Des activités comme l'exploitation des unités de transformation, la mise en place de micro entreprises, la diversification des vergers et les campagnes de commercialisation devraient être rentables à l'issue des trois ans du projet. La subvention s'élève à 563 493 €, soit 50% du montant total du projet sur 3 ans.

#### **KURIOZ - Méthodes et outils pédagogiques pour les Objectifs du Développement Durable**

Le projet est porté par l'association d'éducation populaire Kurioz et a pour objectif de sensibiliser les jeunes Français aux Objectifs du développement durable (ODD). Il comprend la conception collaborative d'outils pédagogiques innovants sur les ODD, incluant notamment une installation immersive itinérante pour les lycéens. Les outils numériques pourront être téléchargés gratuitement sur une plate-forme Web dédiée. Une communauté éducative sera créée et animée, pour un déploiement des modules dans quatre régions de France, en partenariat avec un pool d'organisations régionales d'éducation au développement et à la solidarité internationale. Les réseaux nationaux de référence (Canopé, Educasol, Ritimo) sont également associés.

Le projet permettra, en trois ans, de sensibiliser 16 000 jeunes Français et de former 150 acteurs éducatifs.

La subvention s'élève à 315 000 €, soit 58,14% du montant total du projet.

#### **Secours Catholique – Caritas France : Promotion de l'agro-écologie dans les Chittagong Hills Tracts, au Bangladesh**

Ce projet, piloté par Caritas Bangladesh, a pour objectif de réduire la pauvreté et de contribuer à l'adaptation au changement climatique dans la zone des Chittagong Hills Tracts, au Bangladesh. Cette zone a été pendant plus de vingt ans l'objet d'un conflit civil entre pouvoir central et populations autochtones et connaît de multiples dégradations environnementales : surexploitation des ressources naturelles, perte de biodiversité, appauvrissement des sols. Le projet associe l'accompagnement de 2300 familles, choisies parmi les plus défavorisées au sein de cent villages, à l'acquisition de pratiques agro-écologiques et à des actions concrètes au niveau de leurs revenus et de leur alimentation. Il vise également à apporter une information et un appui juridique sur les droits fonciers des populations rurales, de valoriser les connaissances des peuples autochtones en termes de pratiques agricoles durables et à y associer une recherche-action en partenariat avec le monde académique et les OSC locales.

La subvention s'élève à 599 949 €, soit la moitié du montant total du projet.

#### **Médecins du Monde : Contribuer à l'amélioration de la qualité des services de planning familial dans la province du Pendjab, au Pakistan**

Le projet a pour objectif d'améliorer, au Pakistan, dans le district de Chiniot (Pendjab), l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive des populations dans le cadre d'une démarche axée sur les droits fondamentaux. Le projet renforcera la disponibilité et la qualité des services de planification familiale et de contraception d'urgence par un renforcement des compétences des personnels, avec une attention particulière portée sur la prévention des grossesses non désirées chez les adolescentes. L'objectif est que chaque structure ciblée soit en mesure de fournir au moins trois méthodes modernes de planification familiale et de contraception d'urgence et respecte les critères de qualité de service définis au préalable.

Une stratégie de plaidoyer et de coalition avec d'autres acteurs est prévue, en partenariat avec les acteurs locaux de la société civile, pour donner de la visibilité à ces sujets et favoriser l'adoption de politiques publiques adéquates. 57 000 personnes bénéficieront de ce projet qui est prévu sur une durée de deux ans (pour la première phase).

La subvention s'élève à 300 000 €, soit 50% du montant total du projet.

#### **Inter Aide : Améliorer la résilience des familles paysannes dans le sud de l'Ethiopie**

Le projet s'inscrit en complémentarité des réponses d'urgence pour lutter contre la famine dans la Corne de l'Afrique. Il a pour objectif d'améliorer la résilience de familles paysannes dans le sud de l'Ethiopie, menacées par de graves défis environnementaux et climatiques. Le projet doit permettre aux familles les plus fragilisées d'accéder à des solutions qui améliorent la conservation et la fertilité des sols et qui permettent la diversification des productions agricoles ainsi qu'un accès à l'eau et à l'assainissement. Sur le volet agricole, il s'organise autour d'actions de protection du bassin versant

qui visent à améliorer la rétention d'eau et la fertilité des sols et à produire de la biomasse (fourragère et légumineuses), ce qui permet la génération de nouvelles sources de revenus et l'amélioration de l'alimentation du bétail.

3500 familles seront appuyées sur ce volet. En matière d'accès à l'eau, il est prévu la construction de 75 points d'eau auprès de 75 communautés ciblées, qui représentent 22 500 nouveaux usagers et 7 500 têtes de bétail. En matière d'assainissement, l'objectif est qu'au moins 90% des ménages disposent d'une latrine individuelle.

La subvention s'élève à 550 000 €, soit 41% du montant total du projet.

### **Triangle Génération humanitaire : Sécurisation des moyens d'existence des ménages paysans vulnérables affectés par des conflits au Soudan**

Le projet présenté par Triangle Génération humanitaire (TGH) a pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et de permettre la sécurisation des moyens d'existence des ménages paysans vulnérables affectés par des conflits dans les localités de Bindizi, Geneina et Kreinik, au Darfour Central et Ouest. Il s'articule autour de cinq volets visant à permettre aux ménages paysans vulnérables d'acquérir les connaissances pour multiplier les espèces végétales ciblées (céréalières ou maraichères) et de se constituer en groupements de diffusion des semences améliorées (céréales) ; appuyer la mise en place organisationnelle et matérielle de groupements s'activités génératrices de revenus et maraîchers ; améliorer le régime alimentaire des ménages par le biais de sessions de formation aux pratiques culinaires améliorées ; accompagner la résolution de conflits d'usage entre agriculteurs et éleveurs par l'apport notamment d'un soutien aux comités de paix (mécanismes traditionnels de résolution des conflits) et mettre en place des activités ayant une influence sur les ressources naturelles (production de plants locaux et de fruitiers et programme de transfert monétaire argent contre travail destiné à la reforestation de la zone).

Ce projet, devrait permettre d'accompagner 93 ménages agriculteurs multiplicateurs, 30 ménages pour le développement d'activités génératrices de revenus, 15 groupes de femmes maraîchères, 26 membres des comités de paix, 1 200 familles dans l'amélioration de leurs pratiques culinaires, 1 440 ménages impliqués dans les travaux de reforestation contre rétribution monétaires, membres du Ministère de l'Agriculture et membres d'Al Massar, partenaire soudanais de TGH dans la mise en œuvre des activités.

La subvention s'élève à 260 000 €, soit 50% du montant total du projet.

### **FONDATION IGF : Utilisation durable des produits forestiers non ligneux par les communautés locales et conservation de la Réserve Nationale de Gilé, au Mozambique**

Ce projet a pour objectif d'améliorer la conservation des ressources naturelles de la Réserve Nationale de Gilé au Mozambique et de développer l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux (autre que le bois) de la réserve par les communautés locales vivant en périphérie.

Il s'articule en trois volets contribuant au renforcement des capacités du personnel de la réserve pour protéger les ressources naturelles, à la promotion de la légalisation et l'organisation de l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux par les organisations socio-professionnelles. Ce volet proposera la création, l'évaluation, la sensibilisation et la formation de 34 organisations socio-professionnelles (14 Comités de Gestion des Ressources Naturelles et 20 Groupements de Récolteurs). Enfin, le développement de la production de produits forestiers non ligneux par l'identification et la mise en place de méthodes, d'outils et de filières d'utilisation et de valorisation.

Le projet vise au renforcement des capacités de mille membres regroupés en 34 organisations socio-professionnelles, par conséquent à l'amélioration des conditions de vie de 12 500 habitants résidant dans 14 villages de la zone tampon de la réserve, ainsi que le renforcement des capacités de 25 gardes de la Réserve Nationale de Gilé.

La subvention s'élève à 478 879 €, soit 48,8% du montant total du projet.

### **ETC-TERRA : Projet de valorisation énergétique de déchets agroindustriels « Agrovalor » en Côte d'Ivoire**

L'association ETC Terra, en lien étroit avec l'association ivoirienne RONGEAD, souhaite promouvoir en Côte d'Ivoire la diffusion de technologies innovantes et adaptées permettant d'optimiser les performances économiques et environnementales des filières de transformations agroindustrielles de l'anacarde, du manioc et du karité. A travers ces filières de valorisation énergétique des déchets agroindustriels, il s'agit de permettre que les transformations locales engendrent une création de richesses et d'emplois significative tout en limitant les externalités environnementales néfastes.

La diffusion des équipements de valorisation énergétique adaptés au contexte local s'accompagne d'actions de transfert de compétences afin de rendre possible la réplique de ces technologies plus largement en Côte d'Ivoire. Ainsi, les objectifs du projet consistent à concevoir et commercialiser des technologies adaptées pour la valorisation énergétique des coques d'anacarde et de déchets issus de la transformation du manioc et du karité. Ce projet vise aussi à renforcer les compétences locales par la formation de jeunes techniciens, la structuration d'opérateurs équipementiers et l'appropriation des résultats par une institution publique.

Le projet prévoit de toucher principalement 44 unités de transformations dont 36 groupements de femmes représentant au total au moins mille femmes, huit industries de transformation de l'anacarde et deux centres de formation.

La subvention s'élève à 400 000 €, soit 50% du montant total du projet. Durée : trois ans.

#### **LIFE PROJECT 4 YOUTH : Intégration sociale et professionnelle de jeunes en situation de grande pauvreté et d'exclusion, par l'entrepreneuriat en Asie du Sud : Inde, Népal, Myanmar, Bangladesh et Sri Lanka**

Le projet entend créer en Asie du Sud des écosystèmes régionaux catalyseurs de l'intégration sociale et professionnelle durable des jeunes en situation de très grande pauvreté (moins de 1,90US\$/jour) et victimes d'exclusion. Ce projet sera mis en œuvre avec la collaboration de six organisations locales (Y4CN, Tomorrow's Foundation, Saathi, People's Oriented Program Implementation, LinkAge Training Restaurant et une organisation en cours d'identification au Sri Lanka).

A travers cette ambition, le projet souhaite montrer concrètement sur le terrain des solutions gagnantes, impliquant OSC, administrations locales, universités et opérateurs économiques privés, pour l'intégration des jeunes les plus exclus. Le projet a aussi pour objectif de capitaliser, de partager son savoir-faire et de former des formateurs qui pourront par la suite développer ces solutions d'intégration partout où cela sera nécessaire.

Ce projet vise aussi à démultiplier l'impact social en répliquant son modèle et sa pédagogie, en partenariat avec des OSC locales, à plus grande échelle, dans cinq pays d'Asie du Sud, région où vivent 43% des jeunes entre 10 et 24 ans de la planète et où le défi de l'intégration des jeunes est crucial. Le projet prévoit notamment de toucher près de 1300 personnes avec un impact attendu pour 4 800 personnes issues de leur entourage. Il prévoit aussi de mobiliser huit administrations locales, seize universités, 24 ONG locales et 120 entreprises.

La subvention s'élève à 500 000 €, soit 27% du montant total du projet. Durée : trois ans.

#### **SECOURS CATHOLIQUE : Consolidation de dynamiques associative et économique pour le développement de la commune urbaine de Dar Naïm à Nouakchott, en Mauritanie**

Le projet s'inscrit dans la continuité d'actions menées par le Secours Catholique et Caritas Mauritanie depuis 2008 à Nouakchott. Ces actions avaient pour objectif de renforcer les capacités des coopératives féminines à mener des activités génératrices de revenus et celles d'associations locales dans leur rôle d'acteurs de développement communautaire à Dar Naïm.

Dans cette seconde phase, il s'agira d'étendre la portée des actions menées par les organisations de la société civile en les accompagnant dans leur structuration, dans la mise en œuvre d'initiatives individuelles et collectives, tout en renforçant la concertation avec les autorités. Cet appui a vocation à permettre de soutenir durablement les activités liées à la promotion des droits des femmes et des jeunes et de faciliter leur accès aux opportunités socio-économiques dans une perspective d'autonomisation. Le projet vise également à accompagner la participation des organisations de la société civile (les associations locales dont les associations de jeunes et les groupements de quartier ou groupements de femmes) dans la vie publique et dans l'effort de développement local.

Le projet concerne 50 OSC locales, quatre groupements de quartier, 94 coopératives accompagnées lors de la phase précédente couplées à 10 coopératives supplémentaires représentant au total environ mille femmes, 120 jeunes, cinq partenaires institutionnels locaux et au moins cinq partenaires techniques locaux.

La subvention s'élève à 650 000 €, soit 50% du montant total du projet. Durée : trois ans.





**Communiqué**  
**Le 13 juin 2017**

## **L'AFD soutient 29 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de près de 18,5 M €**

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 13 juin 2017. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

### **Planète Enfants & Développement - Services sociaux et économiques pour les familles et les jeunes vulnérables au Vietnam**

Le projet, porté par Planète Enfants & Développement, avec l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), est la troisième et dernière phase d'une intervention menée depuis 2011 dans plusieurs districts de Ho Chi Minh Ville. Répondant à la problématique de la pauvreté urbaine croissante, il a permis de développer un nouveau modèle de travail social et d'accompagnement familial, complété d'un volet de formation professionnelle et d'appui à l'entrepreneuriat. Cette dernière phase est consacrée à la consolidation des activités et à l'autonomisation des structures locales prenant le relais. L'enjeu est aussi de contribuer à l'amélioration des politiques sociales, à Ho Chi Minh Ville et plus largement au Vietnam. Il devrait toucher 500 familles et 300 jeunes, 50 personnels des centres sociaux, 52 personnels des centres de formation, 725 entrepreneurs ou porteurs de projet, 30 acteurs étatiques et de la société civile.

Financement de l'AFD de 515 800 €, soit 50% du montant total du projet, sur 3 ans

### **AFRANE - Soutien au système scolaire en Afghanistan**

Le projet d'AFRANE vise à améliorer la qualité de l'enseignement et des conditions d'apprentissage dans cinq provinces d'Afghanistan (Kaboul, Parwan, Nangarhar, Bamyan et Hérat). L'enjeu de cette troisième et dernière phase est de déployer davantage de pratiques innovantes sur un territoire plus large. L'objectif est d'apporter plus de savoirs aux élèves pour mieux préparer leur insertion socio-professionnelle. Il s'agit de développer leur autonomie dans l'apprentissage, les former aux outils numériques, travailler sur la résolution non violente des conflits et l'éducation à la paix, lutter contre la déscolarisation, favoriser l'accès des filles à l'enseignement supérieur, ainsi que l'enseignement agricole innovant. Le projet vise aussi à renforcer les pratiques pédagogiques en les centrant sur l'apprenant en formant les enseignants et en les dotant de kits pédagogiques, en formant les laborantins et les bibliothécaires et en mettant en place et en animant un réseau pour chacune de ces professions afin de favoriser l'information et l'échange de bonnes pratiques. Un soutien matériel, administratif et organisationnel sera aussi apporté aux écoles, suivant les besoins des établissements. Le projet permettra de toucher 97 000 élèves dans 48 écoles et de former près de 2500 enseignants, laborantins et bibliothécaires.

Financement de l'AFD de 885 000 €, soit 50 % du budget, sur 3 ans.

### **IECD - Projet d'appui aux très petites entreprises en Egypte et en Palestine**

Comment permettre à des populations défavorisées, victimes du chômage, de créer leur propre activité et de la pérenniser ? L'Institut européen de coopération et de développement (IECD) a mis au point un dispositif : le centre de gestion et de services (CGS) qui offre des formations initiales à des entrepreneurs en devenir (via une formation aux porteurs de projets) ou existants (via une formation de base en gestion), des soirées thématiques, des formations spécialisées (management, marketing, analyse financière et informatique), des conseils personnalisés (coaching) et une mise en réseau. La méthode repose sur une combinaison de séances collectives et de rendez-vous individuels de suivi chez l'entrepreneur sur une période d'un an. Déjà mis en place dans une dizaine de pays, le dispositif sera principalement proposé à des femmes et des jeunes des quartiers défavorisés au Caire et en Palestine. Il bénéficiera directement à 200 porteurs de projets et à 500 entrepreneurs. L'IECD met en œuvre et améliore depuis plus de quinze ans son dispositif de Centre de gestion et de services en Afrique et au Moyen-Orient. Actuellement, plus de 2500 petits entrepreneurs bénéficient des formations et conseils des vingt CGS mis en place par l'IECD dans le monde. Financement de l'AFD de 450 000 €, soit 38 % du budget, sur 3 ans.

### **Plateforme des ONG françaises pour la Palestine**

Créée en 1993, dans la foulée des accords d'Oslo, à l'initiative de dix associations françaises de solidarité (Amnesty International, Terre des Hommes, CCFD, Enfants réfugiés du monde, Cedetim, Aitec, Cimade, Vétérinaires sans frontières, Association France Palestine Solidarité), la Plateforme des ONG pour la Palestine visait initialement à mener des projets dans différents secteurs du développement pour accompagner la construction de l'Etat palestinien. Elle constitue aujourd'hui l'unique structure représentant le milieu associatif français qui travaille sur la question du conflit israélo-palestinien. Structure collective apolitique et non confessionnelle, elle se compose de 40 associations françaises (300 groupes locaux). La Plateforme intervient en faveur de la structuration du milieu associatif français mobilisé sur le sujet et de l'information du public (élus, acteurs de la solidarité internationale institutionnels ou non-gouvernementaux, journalistes, grand public dont la jeunesse) sur le conflit et ses enjeux. La Plateforme joue un rôle important de diffusion de l'information et de vecteur de mobilisation du réseau de solidarité par l'intermédiaire de ses membres. Elle apporte les éléments d'analyse, politique et juridique, nécessaires à la bonne compréhension de la situation. Elle a également diversifié son action en mettant en place des groupes de travail thématiques qui permettent d'impliquer étroitement les partenaires palestiniens et israéliens et de donner de l'écho en France à leurs actions et revendications.

Financement de l'AFD de 270 000 €, soit 48,25% du budget sur 3 ans.

### **Douleurs Sans Frontières – Prise en charge de la douleur et soins palliatifs au Mozambique**

Le projet porté par Douleurs Sans Frontières et dont c'est la troisième phase, a pour objectif d'améliorer la prise en charge de la douleur et des soins palliatifs pour les populations isolées de la province de Gaza au Mozambique. Un premier volet vise à assurer la pérennité de six réseaux de soins à domicile en renforçant les capacités des agents communautaires de chacun des réseaux, en travaillant sur la gouvernance des six associations communautaires ainsi que sur leur modèle économique et en améliorant le circuit de référencement du patient. Un second volet vise à autonomiser trois Unités Douleur et ouvrir deux nouvelles Unités Douleur au sein de cinq hôpitaux, provinciaux ou ruraux, en renforçant les capacités du personnel de santé affectés à ces structures. Le troisième volet vise à assurer la continuité des actions de plaidoyer en renforçant la structuration de l'association MOPCA (Association mozambicaine de soins palliatifs) et en appuyant l'intégration de la prise en charge de la douleur et des soins palliatifs dans le système national de santé. Le projet devrait permettre d'accompagner 6200 patients à domicile, 3900 patients en consultation douleur au sein des hôpitaux, 75 professionnels de santé du système national, 86 activistes du système communautaire, 30 médecins traditionnels et 5 infirmiers de l'association partenaire.

Financement de l'AFD de 470 000 €, soit 50% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **Essentiel – Améliorer la couverture santé au Bénin**

Le projet porté par Essentiel, en partenariat avec France Bénin Vendée et l'association béninoise ADMAB, vise à améliorer l'accès aux soins des populations de la zone sanitaire de Djougou-Ouaké-Copargo au Bénin à travers le déploiement et le renforcement du secteur mutualiste. Il s'agit de consolider les mutuelles existantes, afin de favoriser leur appropriation et leur déploiement localement, de renforcer leur capacité de gestion et permettre leur mise en conformité avec la réglementation de

l'UEMOA. Le projet vise à améliorer la qualité des soins, grâce à la mise à niveau des plateaux techniques et la promotion d'une culture de la qualité, la participation des mutualistes aux instances de concertation avec les autorités sanitaires dans la zone et le développement de la médecine-conseil. L'enjeu est aussi de structurer le mouvement mutualiste du niveau local (Conseil départemental des mutuelles sociales) au niveau national (CONSAMUS pour l'appui technique, FENAMUS comme faïtière au rôle politique). Le projet bénéficiera directement aux 5000 mutualistes qui seront couverts à l'issue du projet et aux 400 000 habitants de la zone de Djougou-Copargo-Ouaké dont la qualité des soins de santé sera améliorée, ainsi qu'aux élus mutualistes et aux prestataires de soins de la zone.

Financement de l'AFD de 150 000€, soit 50% du montant global du projet, sur 3 ans

### **ADER-RIED - Appui à l'entrepreneuriat coopératif agricole au Bénin et au Sénégal**

Le projet porté par ADER-RIED vise à améliorer la sécurité alimentaire par l'appui à l'agriculture familiale et le développement de l'entrepreneuriat coopératif agricole au Bénin et au Sénégal. Il se propose de renforcer les capacités des entrepreneurs agricoles, notamment des jeunes et des femmes, et de les rassembler au sein d'organisations professionnalisées et autonomes. Il accompagnera les entrepreneurs agricoles vers des technologies permettant d'accroître leur productivité, de valoriser les déchets agricoles afin d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie tout en réduisant la pénibilité du travail. Il contribuera enfin à promouvoir le partage des connaissances Nord-Sud, Sud-Sud et l'essaimage de ce modèle entrepreneurial coopératif. Le projet intervient dans quatre grandes régions (Atacora-Doga, Alibori-Borgou, Zou-Collines et Couffo-Moni) au Bénin et la région de Fatick-Kaolack au Sénégal auprès de 128 organisations professionnelles. 1280 paysans et éleveurs participeront à ce projet. A son terme une centaine de tractoristes et dix mécaniciens auront été formés.

Financement de l'AFD de 423 042 €, soit 48 % du montant global du projet, sur 3 ans.

### **Oxfam France – Contrôle citoyen sur les industries extractives et les finances publiques au Sénégal**

Le projet d'Oxfam France vise à améliorer la gouvernance du secteur des industries extractives au Sénégal afin que les revenus générés soient davantage utilisés pour combattre les inégalités. Le secteur extractif est considéré comme l'un des principaux moteurs de la croissance en Afrique de l'Ouest. Cependant cette richesse des sous-sols n'a pas suffisamment contribué à la réduction de la pauvreté et des inégalités dans les pays concernés. Ainsi, selon Oxfam France, le Sénégal, qui dispose d'importantes réserves de phosphate, de fer et de zircon, n'a perçu, au titre des paiements issus des industries minières, que 50 milliards de FCFA en 2013, ce qui ne représente que 2% des recettes totales de l'Etat sénégalais. Le projet propose de soutenir une citoyenneté active capable d'influencer la gouvernance des ressources minérales et la gestion des finances publiques aux niveaux local et national. L'objectif est d'obtenir une plus grande transparence de la part des décideurs politiques sur la gestion des revenus des industries extractives. Oxfam France prévoit de travailler avec les communautés et les organisations de la société civile au Sénégal, pour renforcer les capacités des acteurs, sensibiliser le public, et influencer les décideurs concernant les activités extractives.

Financement de l'AFD de 322 504 €, soit 50% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **ALIMA – Formation des professionnels de santé à la prise en charge de la malnutrition au Tchad**

Le projet porté par ALIMA vise à contribuer à la réduction de la mortalité infantile au Tchad par la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants de moins de 5 ans. Il comprend un premier volet d'activités de renforcement du système de santé à la fois en ambulatoire et en milieu hospitalier : formation de professionnels de santé au protocole de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, mise en place de nouvelles unités nutritionnelles. Le projet prendra aussi en charge les enfants atteints de malnutrition aiguë sévère au sein des structures de santé appuyées, en incluant une sensibilisation des accompagnants aux pratiques familiales essentielles (allaitement exclusif durant les 6 premiers mois de l'enfant, lavage des mains, utilisation de moustiquaires,...). Pour mener ces actions, ALIMA s'appuie sur Alerte Santé, une OSC médicale tchadienne déjà partenaire de ses projets dans le pays.

Financement de l'AFD de 500 000 €, soit 47,4% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **Médecins du Monde – Promouvoir le droit à décider pour réduire la mortalité liée aux grossesses non désirées (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Haïti, Madagascar et RDC)**

La convention-programme portée par Médecins du Monde vise à prévenir et prendre en charge les grossesses non désirées. Cette troisième phase cible plus particulièrement le public des 10-24 ans, pour lequel les besoins non couverts restent importants, et recentre les actions de Médecins du Monde sur l'Afrique francophone et Haïti. Il s'agit d'une part de développer des activités opérationnelles pour améliorer la prévention et la prise en charge des grossesses non désirées dans les cinq pays d'intervention : renforcement des structures de santé locales et des compétences des personnels médicaux, sensibilisation, formation et accompagnement des publics-cibles, approvisionnement en intrants et équipements, mise en place de services de santé sexuelle et reproductive décentralisés et au plus près des publics-cibles, sensibilisation et prévention des violences sexuelles, plaidoyer politique au niveau de chaque pays d'intervention. Le programme permettra d'autre part de développer des activités transversales et institutionnelles pour renforcer l'expertise de MDM et de ses partenaires sur la thématique des droits sexuels et reproductifs (collaborations scientifiques, capitalisation et partage d'expériences, campagnes de plaidoyer internationales, participation à des réseaux mondiaux et à des rencontres internationales). 540 000 personnes seront directement touchées par le programme.

Financement de l'AFD de 2 500 000 €, soit 49,5% du montant total du programme, sur 2 ans.

### **ACTED – Appui à la formation professionnelle au Myanmar**

Le projet d'ACTED vise à renforcer les capacités des jeunes travailleurs birmans via des formations professionnelles courtes afin de faciliter leur insertion professionnelle et d'augmenter leurs revenus. Il est mis en oeuvre dans l'Etat de l'Arakan, l'un des plus pauvres du pays. L'objectif est de développer un modèle de cours de formation professionnelle dans quatre secteurs d'activité, en lien avec les attentes du marché qui auront été préalablement confirmées, et la formation d'enseignants à ce cours. Il s'agit aussi de renforcer les moyens de subsistance des jeunes travailleurs vulnérables des zones rurales de l'Arakan à travers notamment l'organisation de stages post formation professionnelle dans les entreprises partenaires locales. L'enjeu est enfin de développer le passage du cursus de formation développé à une plus grande échelle. 480 jeunes travailleurs et 16 enseignants seront bénéficiaires du projet.

Financement de l'AFD 363 000 €, soit 50% du montant total du projet, sur de 2 ans.

### **ID – Dispositifs innovants et intégrés d'implication des acteurs et de renforcement des organisations**

Le programme d'Initiative Développement (ID) a pour objectif de contribuer au renforcement d'acteurs locaux capables de porter des enjeux de développement sur leur territoire en les appuyant en dehors du cadre classique de la mise en oeuvre de projets. Il est mis en oeuvre dans quatre pays d'intervention de l'ONG : Haïti, le Bénin, la République du Congo et les Comores. L'approche proposée repose sur le constat que le positionnement nécessaire à un appui au renforcement de ces acteurs suppose de s'extraire de la seule logique du projet pour proposer des accompagnements plus structurels. Le projet prévoit ainsi la mise en place d'approches orientées changement qui viendront accompagner les acteurs de projets en cours. Des appuis en matière de renforcement institutionnel et organisationnel seront mobilisés, en direct ou via le recours à des consultants spécialisés, pour accompagner différents types de partenaires dans ces démarches. Le programme permettra enfin de développer des compétences et des outils pour capitaliser sur les appuis et méthodes initiées au sein d'ID et de ses partenaires et au niveau du secteur en France.

Financement de l'AFD de 360 000 €, soit 58,2% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **Inter Aide - Améliorer l'accès à l'eau et les conditions d'hygiène et d'assainissement (Ethiopie, Haïti, Madagascar, Malawi, Mozambique et Sierra-Léone)**

Le programme d'Inter Aide a pour objectif d'améliorer durablement les conditions sanitaires dans lesquelles vivent les populations rurales concernées et de pérenniser les services de maintenance offerts par des acteurs locaux. Ces deux objectifs se déclinent, d'une part, en une amélioration de l'accès aux points d'eau par la création ou la réhabilitation des infrastructures (réseaux gravitaires, puits, forages, latrines) et des actions de sensibilisation en matière d'hygiène, et d'autre part, dans

l'extension et la consolidation de services de maintenance des points d'eau. A cela s'ajoute une composante importante de capitalisation qui sera mise en œuvre en partenariat avec le Programme Solidarité Eau (pS-Eau). Cette composante devrait faciliter la valorisation des expériences mises en place sur cette convention à la fois en interne au sein d'Inter Aide et en externe, au niveau des partenaires locaux, du secteur en France et des réseaux internationaux. Le programme permettra de toucher 192 000 nouvelles personnes qui bénéficieront de conditions sanitaires améliorées. Le déploiement des offres de services concernant la maintenance et l'accès aux pièces détachées bénéficiera potentiellement à une zone plus large où vivent environ 1 300 000 personnes. Financement de l'AFD de 2 499 620 €, soit 42% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **FIP – Pour une meilleure prise en compte des voix citoyennes**

L'objectif du projet consiste à favoriser le renforcement du Forum international des plateformes nationales d'ONG (FIP) ainsi que ses membres afin d'assurer une meilleure prise en compte des voix citoyennes au niveau des enceintes de décision nationales, régionales et internationales. Le projet s'articule autour de trois composantes qui viennent alimenter à différentes échelles le renforcement du FIP et de ses membres sur ses principales missions. La première porte sur le renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles du FIP lui-même (élaboration / actualisation et mise en œuvre de ses stratégies d'intervention, organisation des temps de rencontre entre les membres, animation du réseau et élargissement des membres). La seconde cible les membres du FIP et doit permettre de concourir à l'animation du réseau au niveau régional et national, à l'échange d'expériences entre les organisations qui en sont parties-prenantes et enfin à la montée en compétences et à la consolidation des plateformes membres. La troisième composante, axée sur le plaidoyer, vise à augmenter l'impact du FIP et de ses membres dans leurs capacités à peser dans la gouvernance mondiale, notamment sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau international. Le suivi de l'Agenda 2030 sera réalisé en partenariat avec trois autres réseaux internationaux Climate Action Network International (CAN-I), CIVICUS et Global Campaign Against Poverty (GCAP). Aux niveaux régional et national, l'enjeu consiste à gagner en reconnaissance dans les instances d'élaboration et de décisions en matière de politiques publiques. Financement de l'AFD de 550 000 €, soit 46% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **GINKGO – Renforcer les acteurs de l'économie sociale et solidaire en Afrique du Sud, au Maroc et en Tunisie**

Le projet Lab'Ess (Laboratoire de l'économie sociale et solidaire) Afrique porté par l'association GINKGO a pour ambition de promouvoir et renforcer l'économie sociale et solidaire (ESS) comme vecteur d'autonomisation et de développement social et économique en Tunisie, au Maroc et en Afrique du Sud, par l'accompagnement et le renforcement des acteurs associatifs et des entrepreneurs sociaux. Grâce à un dispositif mêlant accompagnement, formation, mise à disposition d'un espace, mise en réseau et promotion de l'ESS, l'objectif est que l'entrepreneuriat social se développe et devienne un secteur reconnu à haut potentiel. A l'issue du projet, 75% des 80 porteurs de projets incubés devraient avoir noué un partenariat financier, stratégique ou opérationnel dans les 6 mois suivant la fin de l'incubation. En Tunisie, le projet offrira un accompagnement personnalisé aux associations pour leur permettre de développer leur projet. L'objectif est de former au moins 600 membres d'associations à Tunis et en région. 80% des associations accompagnées devraient avoir acquis de nouvelles compétences à l'issue du projet. Financement de l'AFD de 959 287 €, soit 50% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **Comité National Solidarité Laïque – Soutien à la participation citoyenne suite aux accords de paix en Colombie**

La Colombie se trouve actuellement dans un moment historique : le gouvernement colombien a signé des accords de paix fin 2016 avec les FARC-EP et des négociations de paix ont débuté avec l'ELN, la deuxième guérilla historique colombienne, en février dernier. La société civile demeure un acteur incontournable du processus de paix par son ancrage territorial, ses savoir-faire et sa représentativité d'une population victime. Face à cette situation, les OSC françaises membres du Réseau France Colombie Solidarités (RFCS) et leurs OSC partenaires colombiennes souhaitent renforcer leurs liens et de se projeter dans une relation à long terme et plus large qu'aujourd'hui. Le projet a pour objectif de contribuer à la construction d'une culture de paix durable, inclusive et participative dans le contexte

de la mise en œuvre des accords de paix. Plusieurs actions seront mises en place afin de renforcer les liens et la cohésion entre les OSC colombiennes, et entre les OSC colombiennes et françaises, et consolider le dialogue avec les autorités locales. Le projet bénéficiera directement à 80 OSC colombiennes et françaises et à 25 autorités locales (municipalités, conseils communautaires, etc.). Il touchera indirectement au moins 120 OSC colombiennes et françaises et 30 autorités locales. Financement de l'AFD de 349 706 €, soit 50% du montant total du projet, sur 2 ans et demi.

### **GRET - Sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le département de l'Artibonite en Haïti**

Le projet porté par le GRET, en partenariat avec SOS Enfants sans frontières et l'association haïtienne AOG vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux ainsi que leur résilience face aux chocs dans la commune de Gros Morne en Haïti. Sur le plan agricole, le projet permettra de diversifier et valoriser la production agricole à travers le développement de l'arboriculture fruitière, de productions maraîchères, d'espèces endémiques et la mise à disposition de moyens de transformation des produits locaux. Il contribuera aussi à renforcer les stratégies de résilience au niveau des ménages via de l'appui conseil, des échanges de connaissances entre agriculteurs et un meilleur accès aux plans de contingence. Sur le volet nutrition, il développera des activités d'éducation nutritionnelle et à l'hygiène pour les ménages et plus spécifiquement les femmes enceintes, allaitantes et les enfants de moins de 2 ans. Un aliment de complément au lait maternel sera mis à disposition pour les enfants de 6 à 24 mois, financièrement accessible au plus grand nombre. Enfin, le projet prévoit d'appuyer le partenaire haïtien AOG en matière d'organisation, de formation technique et de suivi et d'évaluation des projets. Cette initiative touchera 15 700 ménages, soit 73 000 personnes. Financement de l'AFD de 657 000 €, soit 32,8% du montant total du projet, sur 32 mois.

### **ATD Quart Monde – Promouvoir l'accès à l'éducation et aux soins pour les plus vulnérables en Haïti**

Le projet d'ATD Quart Monde vise à renforcer une dynamique communautaire en faveur des plus vulnérables dans le quartier du Haut Martissant à Port au Prince. Il s'agit de faire évoluer les pratiques en permettant à des personnes très pauvres de participer à la vie de la communauté et à d'autres acteurs, notamment l'Etat, de s'engager avec elles au travers de formations et de groupes de dialogue. L'action portera sur l'accès à une éducation de qualité pour tous à travers une éducation préscolaire pour les enfants les plus démunis, la promotion d'activités d'éducation non formelle et une formation en informatique pour les jeunes. Elle contribuera aussi à l'accès aux soins des populations vulnérables avec des activités d'éveil et d'éducation à la santé pour les jeunes enfants, une sensibilisation à la santé sexuelle et reproductive pour les filles de 10 à 14 ans ainsi qu'une assurance santé. Le projet permettra de toucher 250 à 300 représentants de la société civile et des gouvernements locaux, 30 enseignants, 25 adultes participant à des initiatives citoyennes, 410 jeunes enfants et 125 enfants. Financement de l'AFD de 450 000 €, soit 49 % sur montant total du projet, sur 3 ans.

### **Santé Sud – Améliorer les conditions de vie des enfants et des jeunes sans protection familiale au Maroc**

Le projet proposé par Santé Sud vise à améliorer les conditions de vie des enfants et des jeunes sans protection familiale au Maroc et à leur assurer une protection durable. Le projet accompagne la Ligue marocaine de protection de l'enfance (LMPE) afin qu'elle assure un rôle fédérateur et de coordination des initiatives conduites dans ce domaine par les acteurs de la société civile et les pouvoirs publics au Maroc. L'objectif est d'assurer le renforcement organisationnel et technique de la LMPE afin d'améliorer la prévention et l'accompagnement des enfants qui sont sans protection familiale ou en risque de l'être. Le projet bénéficiera directement à 564 enfants accueillis dans les centres d'accueil dont 122 sont en situation de handicap, 5 responsables de pôles de la LMPE et les membres associés du Bureau et du CA, 9 centres d'accueil d'enfants sans protection familiale, 100 à 150 intervenants sociaux des centres d'accueil et 30 organisations membres du comité de concertation pluriacteurs. Financement de l'AFD de 283 327 €, soit 50% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **ECPAT France – Lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants au Maroc**

Le projet d'ECPAT France vise à lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et des jeunes au Maroc à travers la sensibilisation, la mobilisation, le renforcement des capacités et la coordination des acteurs clés dans ce domaine. L'objectif est de réduire l'exposition des enfants et des jeunes à des

situations d'exploitation sexuelle, de rendre les jeunes acteurs de leur protection et de renforcer l'engagement des acteurs du secteur privé dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, notamment ceux de l'industrie touristique. Le projet touchera 3650 enfants et jeunes (mineurs en situation de rue, mineurs des quartiers vulnérables, mineurs placés, les jeunes scolarisés), environ 10 800 foyers sensibilisés en direct et via Internet, 800 professionnels acteurs du secteur privé et utilisateurs de leurs services, 2500 professionnels du secteur du tourisme et touristes qui participeront à des événements de sensibilisation, les acteurs de l'administration marocaine (fonctionnaires des ministères du tourisme, de la communication, de la justice, de la population, de l'éducation, de l'intérieur).

Financement de l'AFD de 229 503 €, soit 50% du montant total du projet, sur 30 mois.

### **Educasol - Promouvoir l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale**

Educasol est la plateforme française d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI). Ses missions se structurent autour de deux axes : la représentation des acteurs associatifs et le plaidoyer d'une part ; le renforcement des acteurs et l'animation des réseaux et initiatives d'autre part. Le projet consiste à accompagner les activités d'Educasol pour les trois prochaines années autour d'une démarche stratégique renouvelée. Il est structuré autour de trois fonctions : Observatoire, avec la création et l'animation d'une cartographie interactive des acteurs et des pratiques de l'ECSI en France, la publication d'un état des lieux annuel, la diffusion d'informations et d'outils auprès des professionnels et du grand public ; Laboratoire, avec une veille sur les démarches innovantes, un fonds d'appui à l'innovation, des expérimentations ; Think-tank, avec des formations, l'accompagnement de démarches d'ECSI tournées vers des publics dits éloignés, des activités de plaidoyer et de dialogue avec les acteurs publics. Le projet devrait permettre la mise à disposition et la diffusion d'une information cartographique et un état des lieux de l'ECSI en France, la multiplication d'expériences innovantes et ouvertes à de nouveaux publics, une visibilité plus grande de ces actions et une meilleure disponibilité des outils et méthodes en ECSI, davantage d'animations et d'outils d'ECSI (160 000 citoyens touchés), plus de 1 500 professionnels de l'ECSI formés ou accompagnés. Financement de l'AFD de 590 838 €, soit 56 % du budget total duprojet, sur 3 ans.

### **PFCE - Accélérer les transitions des modes de production et de consommation vers plus de durabilité et d'équité**

La Plateforme pour le commerce équitable (PFCE) rassemble les principales organisations françaises du commerce équitable qui interviennent en faveur de la promotion et de la reconnaissance de ce secteur comme levier de développement. Le projet vise à accompagner les activités de structuration et de sensibilisation qui sont au cœur du projet associatif de la PFCE : organisation et formation du milieu associatif, production d'expertise et de connaissance (études sectorielles, statistiques économiques...), plaidoyer, sensibilisation et communication auprès du grand public (Quinzaine du commerce équitable, supports pédagogiques...). L'ensemble de ces activités permettront de consolider la structuration du commerce équitable, de renforcer ses acteurs et d'accroître sa notoriété et sa pratique : 10 000 professionnels du commerce équitable formés, 4 000 000 de citoyens touchés par la Quinzaine du commerce équitable, 200 000 personnes touchées par les autres campagnes de sensibilisation, 80 collectivités territoriales intégrant le commerce équitable dans leur politique, la mention du commerce équitable dans les principaux textes d'orientation politique.

Financement de l'AFD de 595 000 € (46.13 % du budget total) sur 3 ans.

### **Action Contre la Faim – Renforcer l'organisation et le fonctionnement des établissements sanitaires à base communautaire en Côte d'Ivoire**

Le projet d'Action contre la Faim vise à améliorer la santé des populations urbaines vulnérables d'Abidjan, particulièrement les femmes et les enfants de moins de 5 ans, grâce à une meilleure reconnaissance et une meilleure viabilité des établissements sanitaires à base communautaire (ESCom) en tant qu'acteurs majeurs de la santé urbaine. L'action s'inscrit dans la continuité d'un projet précédent financé par l'Union Européenne. Elle répond au besoin d'améliorer la performance de l'offre de soins et le cadre institutionnel et législatif régissant ces établissements afin de renforcer l'accessibilité des populations les plus démunies à des soins de santé de qualité. Le projet renforcera la viabilité et le fonctionnement des organes constitutifs des associations gestionnaires tout en stimulant la participation et la représentativité de la communauté dans l'ESCom (révision du cadre légal, formation/coaching des dirigeants, mobilisation des adhérents). A travers ce projet, les 12

ESCom pourront activement s'impliquer et participer aux débats concernant les enjeux nationaux dans le domaine de la santé urbaine.

Financement AFD de 600 000 € (soit 50% du projet) sur 2 ans.

### **ECPM - Avancer par étape vers l'abolition de la peine de mort au Maghreb**

La lutte contre la peine de mort est un processus de longue haleine. La seconde phase du projet d'Ensemble contre la peine de mort (ECPM) au Maghreb s'inscrit dans une démarche d'accompagnement dans la durée. Sur la base des avancées du « modèle » marocain, il s'agit d'entraîner plus nettement les autres pays de la région dans cette dynamique positive. Cette phase de régionalisation assumera ainsi une présence plus forte en Tunisie, aux côtés du Maroc, tout en développant plus discrètement ses activités en Algérie et en Mauritanie. Les leviers pour provoquer des avancées positives vers l'abolition seront la mise en réseau et le renforcement de l'expertise technique des acteurs locaux en matière de plaidoyer et de suivi juridique, et la sensibilisation des citoyens, avec un focus particulier sur les jeunes. Cette phase élargira aussi la diversité de ses partenaires aux acteurs publics, au travers de l'implication des institutions nationales des droits de l'homme (INDH) qui font partie intégrante de l'appareil de l'État et sont mandatées pour protéger et promouvoir les droits humains. Au Maroc et en Tunisie, le projet fédèrera largement pour faire évoluer le cadre législatif (90 nouveaux parlementaires mobilisés, deux INDH impliquées, 2300 jeunes ciblés, 2 initiatives législatives visées). En Mauritanie et en Algérie, dont les contextes sont plus volatiles, il se concentrera sur l'identification, la structuration et la mise en réseau d'acteurs clés et des actions de sensibilisation ponctuelles.

Financement de l'AFD de 272 000 €, soit 34% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **Fédération Handicap International – Favoriser l'accès au travail pour les personnes handicapées (Maroc, Tunisie, Bénin et Sénégal)**

Le projet porté par Handicap International se donne pour objectif d'améliorer la qualité de vie et le respect des droits des jeunes en situation de handicap, notamment les femmes, en favorisant leur insertion économique. Au Maroc, en Tunisie, au Bénin et au Sénégal, le projet vise à renforcer les compétences des acteurs de l'insertion socio-professionnelle, de manière à mieux identifier les opportunités d'emploi pour les jeunes handicapés. Il travaillera sur l'accompagnement et le renforcement des compétences des personnes handicapées, pour disposer des qualifications recherchées par les entreprises, gagner en estime de soi et lever les autres barrières à l'accès à l'emploi. Il accompagnera les dynamiques de concertation favorisant un développement inclusif de l'économie et développera l'information, la sensibilisation et l'accompagnement d'entreprises créatrices d'opportunités pour recruter et insérer les personnes handicapées. Le projet bénéficiera directement à 840 jeunes handicapés, dont 40% de femmes, 200 entreprises, 100 structures et 165 agents des services d'insertion professionnelle.

Financement de l'AFD de 1 000 000 €, soit 48% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **ACIM – Accompagner l'entrepreneuriat solidaire au Maghreb**

Le projet porté par l'Agence pour la coopération internationale et le développement local en Méditerranée (ACIM) vise à appuyer l'entrepreneuriat solidaire au Maroc et en Tunisie en accompagnant des OSC locales engagées dans l'entrepreneuriat. Cette seconde phase consiste à consolider l'efficacité de ces structures et prévoit de favoriser l'entrepreneuriat auprès de publics spécifiques tels que les femmes, les jeunes et les populations vulnérables. Le projet s'adresse à des structures d'accompagnement associatives qu'ACIM s'attache à renforcer via trois formations « métiers » (accompagnateur-coach, accompagnateur de l'entrepreneuriat féminin, accompagnateur de l'économie sociale et solidaire), le coaching de la direction et de l'équipe de ces structures pour faciliter la réelle mise en place des actions, des formations de formateurs afin d'assurer une diffusion et une appropriation des outils et méthodes d'accompagnement et la mise en réseau et le développement d'actions communes grâce à une plateforme web. Le projet permettra de former 150 accompagnateurs et 70 formateurs. Au moins 800 porteurs de projets et créateurs d'entreprises bénéficieront d'accompagnement.

Financement AFD de 700 000 € (soit 48% du montant total du projet) sur 3 ans.

### **Batik International – Améliorer les conditions de vie et de travail des ouvrières au Nord Vietnam**



Les actions de Batik international au Nord Vietnam visent à combattre la vulnérabilité des ouvrières des zones industrielles, dans un contexte de forte croissance économique. L'objectif est de contribuer à améliorer les conditions de vie et de travail des femmes employées dans les usines de deux zones industrielles (Vin Phuc et Hai Duong), en leur donnant les moyens d'être forces de proposition pour leur avenir. Il s'agit de la seconde phase d'une intervention démarrée en 2013. Elle permettra de renforcer le réseau de « femmes leaders » représentant les ouvrières, de réaliser des investissements dans 30 logements et 6 entreprises. Des « clubs de femmes » proposeront des formations et des discussions thématiques. Le projet sera mené en partenariat avec le GRET et l'ONG locale CDI. Il touchera de façon directe 600 femmes ouvrières, 60 femmes leaders, 80 personnes ressources dans les services publics et privés locaux, 20 propriétaires des logements, 8 responsables dans les entreprises. Au total, 12 000 femmes de ces zones industrielles ainsi que 3200 ouvriers locataires des logements rénovés bénéficieront du projet de façon indirecte.

Financement de l'AFD de 264 000 €, soit 41% du montant total du projet, sur 3 ans.

### **Service Fraternel d'Entraide – Appuyer le développement rural au Sud Laos**

Le projet porté par le Service Fraternel d'Entraide vise à améliorer les connaissances des populations en agriculture, élevage, hygiène, assainissement et nutrition dans douze villages de la province de Sékong, au Sud Laos. Démarré en 2014, il a permis de construire et de réparer des infrastructures d'accès à l'eau, ainsi que 600 latrines, et de diffuser plusieurs centaines de filtres à eau. L'ensemble des actions sont menées en collaboration avec les Comités villageois de développement. Cette seconde phase permettra de consolider ces acquis, au bénéfice d'environ 5000 personnes.

Financement de l'AFD de 290 000 € (soit 41% du montant total du projet) sur 3 ans

### **FORIM - Renforcer les organisations de solidarité internationale issues des migrations**

Le Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM) est la plateforme française des organisations de migrants. Son but est de représenter, de structurer et de renforcer le milieu associatif issu de l'immigration. Ce projet est destiné à accompagner, outiller et mettre en œuvre les activités du FORIM. Le projet est construit autour de quatre grands objectifs : structuration et consolidation du tissu associatif (études de diasporas et de tissus diasporiques régionaux, répertoire et base de données des OSIM, séminaires) ; renforcement de capacités et professionnalisation des OSIM (formations, appui-conseil et veille sur le financement, outils de communication... ; sensibilisation citoyenne (ressources pédagogiques sur les migrants et les migrations, Prix Madiba et campagne « Une femme, un mois, une histoire », relations-presse... ; plaidoyer et partenariats (plaidoyer politique, participation aux espaces de concertation et de dialogue au niveau national, européen et international, veille sur les politiques publiques...). Plus de 1 000 OSIM et 10 000 personnes membres des organisations de solidarité internationale issues des migrations bénéficieront des actions mises en place. Le programme touchera aussi le grand public à travers ses actions de sensibilisation citoyenne.

Financement de l'AFD de 1 000 000 € (soit 59% du montant total du projet) sur 3 ans.



**Communiqué**  
**Le 20 avril 2017**

## **L'AFD soutient 18 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de 14,7M d'euros**

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 20 avril 2017. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

### **APDRA – Appui au développement de la pisciculture au Nord Libéria**

Le projet porté par l'APDRA au Libéria entend accompagner le développement durable de la pisciculture paysanne locale en renforçant les capacités techniques et organisationnelles des acteurs de la filière. Le poisson et le riz remplissent un rôle croissant dans la sécurité alimentaire des Libériens. Malgré un potentiel élevé de production locale, la majorité de ces produits reste importée. L'objectif du projet est de sécuriser l'autonomie des acteurs de la filière et la pérennité des systèmes piscicoles, principalement au travers de la formation et d'un appui conseil. Pour cette première phase, le projet interviendra dans 12 villages ruraux des comtés de Bong et Nimba qui concentrent les plus grands étangs en nombre et en surface. Il permettra à 72 pisciculteurs de produire du poisson de façon autonome. 12 artisans seront formés à la fabrication du matériel de production et 20 femmes verront leurs capacités de commercialisation renforcées. Le projet contribuera à la diversification des revenus et facilitera l'accès à une source de protéine nécessaire à la sécurité alimentaire. Le projet est conduit en partenariat avec l'ONG locale Catalyst Liberia.

Subvention de 265 000 euros (soit 50% du montant total du projet) sur 3 ans.

### **Sidaction – Renforcer les acteurs de la lutte contre le VIH/Sida en Afrique**

Le programme porté par Sidaction propose une méthodologie d'appuis individualisés « à la carte » à ses associations partenaires sur le continent africain pour développer leurs expertises en matière de structuration associative et de prise en charge des patients. Il est mis en œuvre auprès de 27 associations partenaires dans 15 pays (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Mali, Maroc, Maurice, Niger, République du Congo, République Démocratique du Congo, Tchad, Togo). Il s'agit de développer et capitaliser sur le modèle partenarial de Sidaction, développer l'autonomie des associations pour une plus grande structuration et renforcer l'intégration des associations dans le système de santé national. Le programme envisage aussi de renforcer l'intégration de toutes les personnes dans le système de prise en charge, de diversifier les services communautaires de prise en charge, et de renforcer l'organisation de cette prise en charge dans les associations partenaires. Le programme permettra d'accompagner 78 300 personnes vivant avec le VIH dont 55 450 sous ARV, de renforcer les compétences de près de 1 400 personnels de 27 associations et de consolider 15 systèmes communautaires dans 15 pays.

Subvention de 4 000 000 euros (42,1% du montant total du projet) pour 3 ans.

### **IDO - Accès pérenne à l'eau potable au Tchad**

Le projet porté par IDO vise à mettre en place des structures locales capables d'assurer de manière autonome et pérenne l'accès à l'eau potable des populations dans 420 villages des régions du Logone Oriental et du Logone Occidental, au sud du Tchad. Les principales activités de ce projet sont la sensibilisation des populations aux risques liés aux eaux polluées et aux enjeux de l'hygiène domestique et communautaire ainsi que la mise en place de comités de gestion des points d'eau. Ces comités seront dotés d'une gouvernance structurée et autonome et seront en charge de la gestion financière, de l'entretien technique des ouvrages et de la gestion des conditions d'hygiène et d'assainissement domestiques et communautaires. Le projet prévoit aussi de remettre en état 12 ouvrages forés inutilisables afin de permettre à 12 villages de retrouver l'accès à l'eau potable. Enfin, il va contribuer, grâce à l'utilisation des fonds liés à la gestion de l'eau, au développement d'activités communautaires ou rémunératrices. L'action touchera directement les populations des 420 villages, soit environ 180 000 personnes.

Subvention de 250 000 euros (soit 45% du montant total du projet) pour 3 ans.

### **Essor - Formation et insertion professionnelle pour les populations vulnérables (Mozambique, Tchad, Guinée Bissau, Brésil, Congo)**

Le programme porté par Essor, dont c'est la troisième et dernière phase, se donne pour objectif de faciliter un accès durable à la formation et l'insertion professionnelle des populations vulnérables en promouvant une approche pluriacteurs impliquant la société civile, le secteur privé et les autorités locales. L'enjeu est d'améliorer les conditions de vie des populations des quartiers périphériques de centres urbains au Mozambique, Brésil, Tchad, Guinée-Bissau et Congo et de renforcer les capacités des acteurs locaux dans le domaine de la formation et l'insertion professionnelle en vue d'assurer la pérennité et la viabilité des actions menées depuis 2012. Le programme vise spécifiquement la formation de plus de 3 000 jeunes de 17 à 35 ans (dont 1 500 femmes) issus de zones périphériques défavorisées et de 600 petits entrepreneurs. Le renforcement de capacités concernera 25 organisations de la société civile et 20 centres de formation professionnelle. Des cadres de concertation pérennes impliquant également entreprises et institutions publiques en charge de la formation professionnelle et de l'emploi seront mis en place.

Subvention de 1 300 000 euros (soit 37% du financement total du projet) sur 3 ans.

### **SOS Sahel - Assainissement et hygiène dans des communes rurales du Burkina Faso**

Le projet de SOS Sahel a pour ambition de développer les compétences en assainissement de six communes partenaires et dans d'eux d'entre elles, Kouka et Djibasso, de mettre en place une approche « marketing de l'assainissement » qui devrait déboucher sur la création de pôles de services d'assainissement. Le projet permettra aussi de faciliter l'accès des ménages à des latrines et de mener en parallèle un travail de sensibilisation et de diffusion de pratiques et comportements nouveaux afin que les ménages puissent tirer parti des investissements réalisés en matière d'assainissement. Le projet devrait permettre à 4 100 ménages de s'équiper en latrines. 92 clubs d'hygiène et d'assainissement, dits clubs « Sanyaton », en charge de la sensibilisation, seront formés et accompagnés. De manière indirecte, l'ensemble de la population des six communes impliquées dans le projet bénéficiera des efforts de sensibilisation et du renforcement des équipes municipales sur les enjeux d'assainissement, soit environ 200 000 habitants.

Subvention de 500 000 euros (soit 42% du montant total du projet) pour 3 ans.

### **Terre des hommes France – Réduire les violences contre les femmes, les enfants et les jeunes en Colombie**

Le projet de Terre des Hommes France se déroule dans le district de Buenaventura, sur le littoral pacifique en Colombie. Dans cette zone refuge pour les victimes du conflit armé, les populations doivent désormais subir la violence de bandes criminelles qui contrôlent les quartiers et infligent déplacements forcés, disparitions, assassinats sélectifs, violences sexuelles et féminicides. L'indice de pauvreté est de plus de 80 %. Le projet vise à réduire la violence et défendre les droits des enfants, des jeunes et des femmes de zones contrôlées par des bandes criminelles. L'objectif est

d'améliorer la protection des afro-colombiennes et autochtones qui représentent 90% des habitants dans la zone, à partir d'une approche basée sur les droits, l'équité de genre, l'interculturalité et la culture de la paix. Un travail spécifique sera fait avec les fonctionnaires des institutions éducatives et les professeurs pour que les écoles deviennent un environnement protecteur pour les droits des enfants. Une activité de plaidoyer sera menée aux niveaux local, national et international pour relayer les questions de violation des droits et les propositions pour changer la situation  
Subvention de 225 000 euros (50% du montant total du projet) sur 3 ans.

### **Planète Enfants & Développement - Services de santé et de petite enfance pour les ouvrières du secteur textile au Cambodge**

Le projet de Planète Enfants & Développement a pour ambition de contribuer à l'amélioration du cadre légal sur les services sociaux dans les entreprises du secteur textile au Cambodge. Il permettra la mise en place de services de santé (infirmières) et de petite enfance (crèches) dans 12 usines pilotes dans les provinces de Phnom Penh et Kampong Speu. L'évaluation et la capitalisation des différents types de services proposés alimenteront ensuite un plaidoyer auprès du gouvernement, de la société civile et du secteur privé pour la formalisation des standards et leur diffusion au niveau national. Le projet touchera directement 140 enfants de 0 à 3 ans et 1200 ouvriers(ières). Une cinquantaine de personnes seront formées à la santé maternelle et à l'accueil des enfants, au sein des usines pilotes.  
Subvention de 330 000 euros (soit 50% du montant total du projet) sur 3 ans.

### **GRET - Participation de la société civile à la cogestion de filières durables bambou et rotin au Laos**

Le projet porté par le GRET vise à consolider des actions menées sur la filière bambou depuis 2010 dans la province de Huaphan, au Nord du Laos. Ces interventions ont eu des résultats importants pour l'amélioration des revenus des petits paysans et la gestion durable des ressources forestières. Ce nouveau projet vise à amplifier et à pérenniser ces acquis par la création d'un « centre de services bambou », autonome à terme, qui poursuivra l'appui aux acteurs de la filière. Il est aussi prévu de renforcer les organisations paysannes, villageoises et faïtières. Cette action se situe dans le cadre de la « stratégie provinciale bambou 2016-2020 », validée par les autorités locales. Elle visera un passage à l'échelle nationale, afin de parvenir à une stratégie nationale de développement des filières bambou et rotin. Le projet devrait toucher directement 80 villages, 3500 producteurs et une trentaine d'entreprises privées.  
Subvention de 700 000 euros (soit 49% du montant total du projet) sur 3 ans.

### **Agrisud - Amélioration des performances du secteur agricole au Maroc**

Le projet d'Agrisud vise à améliorer durablement les performances du secteur agricole au profit des populations locales dans les zones de montagne, piémont et plateaux de la commune de Ghassate (province de Quarzazate) au Maroc. L'enjeu est d'initier une activité économique et de la développer dans un contexte de production particulièrement difficile. Le projet permettra de générer des revenus additionnels annuels pour les 200 nouvelles familles appuyées et de consolider, voire d'amplifier durablement, les revenus additionnels annuels des familles appuyées durant la phase pilote. Les activités comprendront la sécurisation de l'environnement de la production agricole, la professionnalisation des exploitations familiales via l'intensification agroécologique et le renforcement du tissu socio-professionnel local. Le projet touchera 300 familles (30 % des exploitations) de 12 villages de la commune de Ghassate pratiquant une agriculture familiale à vocation mixte (autoconsommation et vente) et 10 jeunes entrepreneurs ruraux positionnés à l'amont ou à l'aval de la production agricole pour la sécuriser et faciliter l'écoulement des produits.  
Subvention de 320 319 euros (50% du montant total du projet) sur 3 ans.

### **Solidarité sida – Une campagne pour renforcer l'aide publique au développement en France**

La campagne « Printemps solidaire » vise à sensibiliser le grand public aux questions du développement et de la solidarité internationale dans le cadre de la campagne électorale et à appeler les candidats à s'engager pour un accroissement de l'aide publique au développement sur le prochain

quinquennat, avec comme objectif l'atteinte des 0,7 % du PNB. Conçue comme innovante, inclusive et festive, cette campagne cherche à créer un mouvement d'adhésion auprès d'un large public dépassant le cercle habituel des convaincus et de la communauté du développement. Ciblante en premier lieu la jeunesse comme moteur du changement, elle mettra en œuvre une grande diversité de moyens et de supports : organisation de concerts et d'événements publics à Paris (le concert- parade de rue qui s'est déroulé sur les Champs Elysées à Paris le 16 avril a réuni près de 500 000 participants ; un autre concert est prévu à Paris le 17 septembre) ; organisation de conférences et de rencontres ; campagnes d'interpellation des candidats dans les grands médias ; animations sur événements grand public (festivals d'été) ; production de supports de communication avec un recours aux réseaux sociaux et aux outils numériques ; rencontres et plaidoyer auprès des décideurs politiques et notamment candidats aux élections ; suivi des engagements au-delà de la campagne électorale jusqu'à la fin de l'année 2017. Objectifs affichés de la campagne : 500 000 signataires de l'appel aux candidats et l'engagement du prochain Président de la République d'allouer 0,7 % du PNB à l'APD d'ici 2022.

Subvention de 500 000 euros (soit 18 % du budget total du projet) sur 16 mois.

### **Migrations et Développement - Mobiliser les jeunes des deux rives de la Méditerranée pour une citoyenneté ouverte sur le monde**

Migrations et Développement propose un projet d'éducation au développement qui vise à sensibiliser et mobiliser des jeunes du Sud de la France, du Maroc et de Tunisie aux enjeux de la solidarité internationale et les aider à concrétiser leur parcours d'engagement dans le cadre de projets de solidarité. Le dispositif consistera en un ensemble d'actions articulées entre elles : la mobilisation et la formation d'encadrants (enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux), en France, au Maroc et en Tunisie, en leur fournissant des méthodes, des outils, des connaissances leur permettant ensuite de sensibiliser et d'accompagner les jeunes ; la sélection de 750 jeunes et la mise en place d'ateliers d'expression et de sensibilisation à la solidarité internationale ; l'accompagnement et le soutien de projets de solidarité internationale mis en place par ces jeunes ; la production de connaissances et d'outils pédagogiques. Cette initiative pilote servira de base expérimentale à un projet déployé ensuite à l'échelle nationale et sur trois ans, par Solidarité Laïque, principal partenaire de cette opération, et avec d'autres partenaires, selon la même démarche pédagogique.

Subvention est de 240 000 euros (60 % du budget) sur 3 ans.

### **Scouts et guides de France – Renforcer l'éducation au développement et à la solidarité internationale au sein du scoutisme**

Le projet porté par les scouts et guides de France, en partenariat avec les éclaireurs et éclaireuses de France, vise à offrir à 80 000 jeunes par an la possibilité de se construire un parcours d'engagement au développement et à la solidarité internationale afin de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il prévoit de renforcer les actions de sensibilisation, d'initiation au volontariat international, de volontariat, et de bénévolat des deux associations en offrant aux jeunes de tout âge des possibilités de s'engager, de se construire et d'avoir un impact tant au niveau personnel que social ou environnemental. Le projet permettra à chaque jeune d'agir en faveur des ODD, dans le cadre d'échanges internationaux avec des jeunes partenaires au Sud. Un travail de formation, de mise en réseau et d'outillage pédagogique sera mené auprès des réseaux d'accompagnateurs de projets des deux associations. Ce projet permettra ainsi de renforcer l'éducation au développement et à la solidarité internationale dans les programmes éducatifs des deux associations et plus globalement, la place de la jeunesse dans les politiques de développement. Subvention de 500 000 euros (soit 34% du montant total du projet) pour 3 ans.

### **CNSL – Relancer les activités éducatives dans le Grand Sud haïtien suite au cyclone Matthew**

Le projet a pour objectif de relancer durablement les activités éducatives dans le Grand Sud d'Haïti, touché par le passage du cyclone Matthew le 4 octobre 2016. Il est porté par un consortium mené par Solidarité Laïque qui comprend le Secours islamique France (SIF), SOS Enfants sans frontières (SOS ESF) ainsi que Electriciens sans frontières (ESF), la Coalition haïtienne des volontaires (COHAIV) et l'Association des techniciens professionnels en construction moderne (ATPROCOM). Pour favoriser le retour et le maintien des enfants à l'école, le projet assurera la réhabilitation des bâtiments, la

fourniture de mobilier, la distribution de kits scolaires et pédagogiques, la remise en état des cantines, l'accès à l'électricité et la re-végétalisation des écoles ainsi qu'une aide financière et un accompagnement à la scolarisation pour les enfants les plus vulnérables. Des activités de plus long terme seront ensuite proposées pour améliorer la résilience des populations aux catastrophes naturelles via des activités de prévention des risques, d'éveil à l'environnement et la formation de volontaires. Une mise en réseau avec des acteurs de l'éducation (OSC, autorités locales, institutions internationales) est également prévue au niveau de chaque commune afin d'accompagner et d'animer des cadres de concertation tout au long du projet. L'action touchera 60 écoles, soit 21 000 enfants. Subvention de 1 746 836 euros (soit 50% du montant total du projet) sur 30 mois, octroyée au titre de la réserve 10%, dédiée au financement des projets post-crise

### **GRET : Sécurité alimentaire, nutritionnelle et accès à l'eau dans le Grand Sud haïtien suite au cyclone Matthew**

Proposé par un consortium composé du GRET et d'AVSF, le projet se donne pour objectif de contribuer à la résilience des populations suite au passage de l'ouragan Matthew en améliorant durablement la sécurité alimentaire, nutritionnelle et l'accès aux services de l'eau dans le Grand Sud haïtien. Un volet agricole permettra de relancer la production agricole (distribution de semences, intrants, outillage, nettoyage de jardins, réhabilitation de bâtiments, nettoyage de canaux d'irrigation) et de renforcer la sécurité alimentaire via la réhabilitation d'un système d'irrigation, l'appui au développement de productions agricoles et le développement de l'agroforesterie. Un volet nutrition proposera des activités de sensibilisation aux bonnes pratiques d'alimentation, d'hygiène et la mise en place d'un dispositif de transfert monétaire à destination des femmes enceintes. Un volet eau potable assurera la réhabilitation du système d'eau potable et l'accompagnement de sa gestion ainsi qu'une étude sur la gestion intégrée des ressources en eau à Saint Louis du Sud. Le projet bénéficiera directement à 5 500 agriculteurs sur les activités de relance agricole, à 16 000 personnes sur les actions de sensibilisation à la nutrition, 1 200 femmes enceintes via le transfert monétaire et 12 000 usagers de l'eau.

Subvention de 1 537 994 euros (soit 49,7% du montant total du projet) sur 35 mois, octroyée au titre de la réserve 10%, dédiée au financement des projets post crise.

### **Frères des Hommes – Renforcer les capacités économiques et sociales des ménages paysans les plus vulnérables au Rwanda**

Le projet de Frères des Hommes a pour objectif de rendre les paysans vulnérables au Rwanda acteurs du développement de leur territoire. Il propose un processus d'accompagnement à trois niveaux : répondre aux besoins de base des ménages paysans avec le développement de techniques agricoles et d'élevage adapté aux petites surfaces, accompagner leur structuration en collectifs représentatifs et renforcer leur capacité à dialoguer et agir avec les autres acteurs de leur territoire (autorités locales, écoles, centres de santé). Le projet offre à la fois un accompagnement technique et une dimension citoyenne. Il utilise un grand nombre de méthodes favorisant le changement et facilitant sa mesure. Grâce à une approche très participative et orientée vers le changement, les impacts attendus sur ce projet sont nombreux. A l'issue des trois ans, plus de 3 700 paysans vulnérables auront changé leurs pratiques, dont 50% de femmes et 20% de jeunes, 64 organisations communautaires de base auront été accompagnées et 400 personnels techniques et élus des autorités locales auront été mobilisés.

Subvention de 550 237 euros (50% du montant total du projet) pour 3 ans.

### **Santé Sud - Améliorer la santé maternelle et néonatale en Mauritanie**

Le projet de Santé Sud, dont c'est la deuxième phase, vise à réduire la mortalité maternelle et néonatale en Mauritanie. Il s'agit de renforcer les trois principales structures de santé de Nouakchott en les accompagnant dans l'élaboration et le suivi de leurs projets de services et d'établissement. L'hygiène dans les soins et la prise en charge de la mère et du nouveau-né feront l'objet de cycles de formation renforcés par un dispositif de tutorat sur un temps long. Un audit interne pour mettre en place les mesures correctives en adéquation avec les situations rencontrées sera conçu et intégré au fonctionnement de chacune des structures de santé. L'hémorragie du post partum étant la première

cause de mortalité maternelle en Mauritanie, le projet prévoit l'organisation de l'approvisionnement en sang et l'augmentation des dons du sang, en partenariat étroit avec le Centre national de transfusion sanguine. Les trois structures de santé seront accompagnées pour la réalisation d'un diagnostic organisationnel, en vue d'optimiser leur action auprès des centres de santé. Un vaste plan d'éducation à la santé sera enfin mis en place avec l'appui de relais communautaires formés (Imams, enseignants, femmes et jeunes) afin de sensibiliser les bénéficiaires à la promotion de leur santé. Au-delà du personnel de santé concerné, le projet prévoit de toucher près de 90 000 femmes et nouveau-nés sur la période du projet.

Subvention de 350 000 euros (soit 45% du montant total du projet) pour 3 ans.

### **EDM – Accès à l'énergie au Burkina Faso, au Cambodge, en Haïti, aux Philippines et au Togo**

A travers ce programme, Entrepreneurs du Monde (EDM) vise à rendre des produits économes en énergie pour la cuisson et l'éclairage accessibles aux populations les plus vulnérables. L'enjeu est d'améliorer les conditions de vie et préserver l'environnement tout en développant l'économie locale. Cette nouvelle phase s'inscrit dans la continuité d'une action initiée en 2014 qui a permis de mettre en place des réseaux de distribution « au dernier kilomètre » et de développer des offres de financement dédiées (aux micro-entrepreneurs assurant la commercialisation des équipements, aux ménages et aux commerçants souhaitant s'équiper). L'objectif est désormais d'étendre la gamme de solutions d'accès à l'énergie tout en améliorant les niveaux de performance des équipements et la qualité des services associés, de poursuivre le développement des réseaux de distribution « au dernier kilomètre » et de maximiser la performance sociale des micro-franchises. Le projet touchera 80 000 bénéficiaires directs (les utilisateurs des produits) et 400 000 bénéficiaires indirects (les membres des ménages auxquels appartiennent les utilisateurs).

Subvention de 900 000 euros (42.7% du montant total du projet) sur 3 ans.

### **UNMFREO - Territoires ruraux, territoires de citoyenneté mondiale**

L'UNMFREO réunit les Maisons familiales rurales (MFR), qui sont des organismes locaux de formation par alternance aux métiers du secteur rural, gérées par les familles constituées en associations et animées par des équipes de formateurs. Les MFR s'impliquent depuis longtemps dans des actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale (EADSI). Après une phase pilote lancée en 2010, l'UNMFREO souhaite généraliser sa démarche d'éducation au développement à l'ensemble du réseau des MFR. Le projet se décline en deux axes : un axe formation-animation-production d'outils pédagogiques, qui consistera à créer et animer un réseau de référents EADSI, à former et sensibiliser les animateurs, les personnels et les bénévoles, à fournir des outils pédagogiques ; le deuxième axe concernera la mise en œuvre opérationnelle de nombreuses et diverses actions d'EADSI (près de 1 000 animations prévues dans les 430 MFR). Les activités impliqueront directement 880 éducateurs salariés de MFR, 500 administrateurs, 16 900 jeunes en formation professionnelle initiale et 740 adultes en formation professionnelle continue. Ce projet permettra de toucher une population rurale moins accessible et souvent délaissée par les dispositifs nationaux de l'éducation au développement.

Subvention de 480 000 euros (57 % du budget total) sur 3 ans.



**Communiqué**  
**Le 21 février 2017**

## **L'AFD soutient 21 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de 11,46 M d'euros**

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 21 février 2017. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

### **SOLTHIS – Accès à la charge virale et amélioration de la qualité de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH en Guinée**

L'examen de charge virale est le seul examen médical existant aujourd'hui pour vérifier l'efficacité des traitements VIH. Comme tout examen, le rendre disponible ne suffit pas à le rendre accessible. Pour remédier à ce problème, le projet porté par SOLTHIS expérimentera de nouvelles approches visant à améliorer son accès par les personnes vivant avec le VIH en Guinée et à promouvoir le respect de leurs droits. Le projet s'attachera à décloisonner l'offre et la demande d'examen d'une part, et les relations entre soignants et soignés d'autre part dans deux zones du pays (Guinée Conakry et Kankan). Outre l'examen de charge virale, des modalités de prise en charge peu connues encore en Guinée seront testées, comme l'accompagnement psycho-social des patients et la prise en compte des représentations entre personnel médical et patients. Un collectif inter-associatif en capacité de dialoguer avec les autorités sur le respect des droits des patients sera structuré et accompagné. Les changements induits sur les pratiques et la qualité de la prise en charge seront suivis par un dispositif fourni de recherche-action. Plus de 10 000 personnes bénéficieront du projet, soit 30% des patients suivis sous traitement dans le pays.

Subvention de 849 837 euros, soit 49% du montant du projet sur trois ans.

### **FIACAT - Contribuer à réduire la détention préventive abusive dans les prisons en République du Congo, en Côte d'Ivoire et à Madagascar**

Une personne sur trois derrière les barreaux dans le monde n'a pas été reconnue coupable d'une infraction, et le recours excessif à la détention préventive en est la principale cause. L'Afrique est la deuxième région la plus touchée par cette « solution par défaut » des systèmes de justice pénale, qui porte atteinte aux droits fondamentaux des personnes, au fonctionnement de la justice et au développement des sociétés. Elle engendre notamment une surpopulation carcérale, qui sous certaines conditions, s'apparente à de la torture. Le projet porté par la Fédération internationale de l'action des chrétiens contre l'abolition de la torture (FIACAT) et ses associations nationales membres formera collectivement les acteurs de la chaîne pénale et de la société civile locale aux garanties judiciaires de la détention dans quatre prisons particulièrement touchées par la détention préventive abusive en République du Congo, en Côte d'Ivoire et à Madagascar. Il s'attachera aussi à accompagner les autorités nationales compétentes à mettre en œuvre les recommandations des mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits de l'homme. Au travers de ce projet, 120 personnes verront leurs connaissances et capacités à faire respecter la procédure de détention



préventive renforcées et 80% des cas de détention préventive abusive seront traités en vue de la libération rapide des détenus.

Subvention de 177 500 euros, soit 35,67% du montant du projet sur trois ans.

### **Secours catholique Caritas France - Soutenir l'accès à l'emploi des jeunes dans la bande de Gaza**

Dans la bande de Gaza, le chômage affecte près de 65 % des jeunes de 15 à 29 ans et près de 45% de la population globale. Le projet du Secours Catholique Caritas France entend soutenir l'accès des jeunes à l'emploi en accompagnant les diplômés des centres de formation technique et professionnelle par plusieurs voies complémentaires. Il s'agit de les aider à trouver un emploi grâce à des stages professionnalisants et rémunérés et en leur apportant un accompagnement vers l'emploi. Le projet appuiera aussi les jeunes qui souhaitent lancer leur propre activité par une formation à la gestion d'une Très petite entreprise (TPE), à l'élaboration d'un business plan, ainsi qu'un soutien financier, du coaching et un suivi de l'activité. Le projet accompagnera le partenaire local, le Conseil des Eglises du Moyen Orient (Near East Council of Churches), dans le développement de ses actions de soutien à l'employabilité des jeunes. Le dispositif du projet prévoit la mise en place d'une concertation entre acteurs publics, société civile et entreprises gazaouies pour une meilleure coordination et efficacité de la lutte contre le chômage. Il bénéficiera directement à 300 jeunes ainsi qu'à 1500 membres de leurs familles.

Subvention de 543 812 euros, soit 50 % du coût du projet sur trois ans.

### **Fonds Solidarité Sida Afrique – Accompagner des associations africaines de lutte contre le sida vers une plus grande autonomie**

Le projet porté par le Fonds Solidarité Sida Afrique a pour objectif de renforcer les capacités de dix associations africaines de lutte contre le sida, de taille intermédiaire, sur huit pays. Le projet permettra d'établir un diagnostic global et participatif des associations bénéficiaires, un plan d'action et des outils pour mobiliser efficacement des ressources. Il accompagnera chacune des associations dans le renforcement de sa gouvernance, sa politique de gestion des ressources humaines et sa politique de gestion financière. Il soutiendra des actions de prévention et de prise en charge médicale et psychosociale mises en œuvre par les partenaires. Les expériences de renforcement de capacités seront enfin capitalisées, dans une dynamique Sud-Sud. En fin de projet, dix associations de lutte contre le sida auront gagné en autonomie et 20 000 personnes vivant avec le VIH bénéficieront d'actions de prévention et de prise en charge de meilleure qualité.

Subvention de 450 000 euros, soit 49,6% du montant total du projet, sur trois ans.

### **Planète Enfants et Développement – Emanciper les femmes et protéger leurs enfants au Népal**

Les inégalités entre les femmes et les hommes sont élevées au Népal. Elles se traduisent par une préférence familiale et légale accordée aux fils, un accès limité aux ressources et de nombreuses atteintes à l'intégrité physique des femmes et des filles (violences sexuelles, mariages forcés, traite et exploitation). Le projet porté par Planète Enfants et Développement a pour ambition de s'attaquer aux inégalités dans leurs dimensions sociales, économiques, à caractère ethnique et de genre. L'objectif est de donner aux femmes les moyens de faire respecter leurs droits, de sortir des situations d'exploitation et de domination dont elles font l'objet et d'exercer pleinement leur parentalité. Il s'agit aussi de donner à leurs enfants et à ceux de leurs communautés d'appartenance un environnement éducatif bienveillant favorable à leur bon développement et à leur bien-être. Le projet cible les femmes qui sont marginalisées, en raison de leur appartenance ethnique pour les Chepang de la région de Dhading, ou de leur situation « professionnelle » pour les travailleuses du secteur des « loisirs » à Katmandou. Il bénéficiera directement à 500 jeunes filles et femmes, plus de 600 enfants, une centaine de personnes de la communauté éducative et à une quarantaine d'hommes.

Subvention de 310 000 euros (50% du montant total du projet) pour trois ans.

### **CARE France - Résilience face aux aléas climatiques au Nord Cameroun**

Au Nord Cameroun, la vulnérabilité élevée face aux risques climatiques contribue à dégrader les conditions de vie des populations. Le projet porté par CARE dans quatre communes de cette région propose d'améliorer les capacités de résistance, de récupération et d'adaptation des ménages affectés de façon chronique par les chocs climatiques, les crises alimentaires induites, et une pression

démographique non maîtrisées sur les ressources alimentaires. Le projet propose de renforcer les capacités des municipalités, des structures de dialogue, des associations de quartiers et des comités de gestion des points d'eau sur ces questions. Il s'agit notamment d'anticiper les effets des aléas climatiques en période de soudure, de développer des stratégies de résistance et d'adaptation aux aléas climatiques, de mettre en place une surveillance alimentaire et nutritionnelle, de réduire les risques et l'adaptation aux aléas climatiques. Le projet prévoit aussi d'insérer les jeunes et les femmes en décrochage scolaire à travers l'apprentissage et d'améliorer la qualité des services de santé, d'eau et d'assainissement. Des leaders communautaires, des OSC et des responsables municipaux seront impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'actions communautaires. Cette action bénéficiera directement à 3 350 ménages parmi les plus vulnérables et plus largement à 670 000 personnes.

Subvention de 400 000 euros (50 % du coût global du projet) pour deux ans.

### **Coordination SUD – Renforcer les capacités d'analyse, d'actions et de plaidoyer des ONG françaises**

Principale plateforme nationale des OSC françaises depuis plus de 20 ans, Coordination SUD entend continuer à renforcer, à travers ce nouveau triennal, sa contribution aux politiques publiques relatives aux questions humanitaires, de développement durable et de solidarité internationale, en fédérant, renforçant et valorisant les OSC françaises. L'ambition est de développer, sur les trois prochaines années, les capacités d'analyse et d'action collectives des OSC françaises et de les aider à travailler avec toujours plus de qualité et d'impact dans un environnement institutionnel et financier complexe. Coordination Sud poursuivra ses missions politique, syndicale et de centre-ressources au service de ses membres toujours plus nombreux, de la communauté des OSC françaises et de leurs partenaires. Ce nouvel appui se concentrera sur trois objectifs : approfondir l'analyse et la connaissance collective des OSC sur les questions de développement ; renforcer collectivement la plate-forme pour mieux anticiper, résister ou s'adapter aux défis de demain et être une force de proposition utile ; enfin, influencer les acteurs clés de l'aide au développement et porter les messages des OSC sur les enjeux majeurs du développement durable et de la solidarité internationale

Subvention de 2 943 314 euros (60% du montant total du projet) pour trois ans.

### **AMREF – Renforcer les capacités des infirmiers et des sages-femmes au Sénégal**

Au Sénégal, le taux moyen de mortalité maternelle est assez élevé, avec 434 morts pour 100 000 naissances vivantes en 2013. La faible prise en charge de la santé materno-infantile est liée à un déficit de qualité des ressources humaines en santé maternelle, néonatale et infanto-juvénile et une inégale répartition des sages-femmes et infirmiers sur le territoire au détriment des zones rurales isolées. Le projet porté par l'Association pour la médecine et la recherche en Afrique (AMREF) vise à harmoniser les formations médicales de l'ensemble des sages-femmes et infirmiers en activité et formés avant 2009, aux niveaux national et régional, et à requalifier les apprenants au grade supérieur. La formation sera dispensée à distance grâce à un mode d'apprentissage mixte, à la fois traditionnel et numérique. Au cours des trois années concernées par cette phase du projet, 800 sages-femmes et infirmiers seront formés, 80 tuteurs et 27 enseignants menant les activités de formation verront leurs compétences renforcées en matière d'enseignement et d'encadrement des étudiants. De façon indirecte, le projet bénéficiera à près de 3,3 millions de femmes en âge de procréer et à près de 2 millions d'enfants de moins de 5 ans qui auront ainsi un meilleur accès aux soins de santé maternelle et infantile.

Subvention de 500 000 euros (48,5% du montant total du projet) pour trois ans.

### **Migrations et Développement – Retenir l'eau pour retenir les jeunes agriculteurs dans le Sud marocain**

Le projet porté par Migrations et Développement vise à installer des retenues collinaires afin de contribuer à limiter l'exode rural des jeunes agriculteurs dans le Sud marocain. Ce projet, première phase d'une durée de trois ans, encourage la mise en œuvre d'une agriculture adaptée au changement climatique et génératrice de revenus. Quatre retenues collinaires seront mises en place afin de sécuriser l'accès à l'eau. Couplés à des formations agro-écologiques pour les agriculteurs, ces petits aménagements hydrauliques permettent de mieux protéger les terres cultivées. Le projet vise à initier une dynamique territoriale en faveur de solutions durables impliquant les associations villageoises, les communes et les institutions publiques. Il répond à des enjeux de transition climatique particulièrement prégnants dans cette région du Maroc. Le projet bénéficiera directement à 1 930

villageois, dont 1 195 femmes, 4 associations villageoises, 4 communes territoriales soit 60 élus et 24 fonctionnaires. Il aura un impact plus large auprès de 40 000 habitants des 4 territoires ciblées (villages d’Afella Ouzaghar, Hloukte, Tagmoute et vallée d’Ifrda) et 2 815 migrants vivant en France et originaires de ces villages

Subvention de 250 000 euros (50% du montant total du projet) sur trois ans

### **Action Contre la Faim - Approche pilote pour lutter contre la sous-nutrition au Cambodge**

Le projet porté par Action Contre la Faim vise à apporter une solution à la sous-nutrition au Cambodge à la fois durable et résiliente aux impacts du changement climatique. Il concerne 22 villages du district de Choam Khsan, dans la province de Preah Vihear, au Nord du pays. Suivant une approche multisectorielle pilote, le projet interviendra dans les quatre domaines qui influent sur la nutrition : renforcement des capacités des acteurs et égalité hommes-femmes ; nutrition ; sécurité alimentaire ; eau, assainissement et hygiène. Il ciblera en particulier les femmes et les enfants de moins de 5 ans, pour lesquels les indicateurs de malnutrition et de pauvreté sont très préoccupants dans cette province. Cette approche, testée sur la zone du projet, pourra être étendue ensuite à d’autres régions. Le projet touchera environ 25 000 personnes, soit 5 400 foyers.

Subvention de 360 000 euros (soit 40,55% du total) sur trois ans.

### **Comité de coopération avec le Laos – Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Nord Laos**

Le projet du Comité de coopération avec le Laos a pour objectif d’améliorer les conditions de vie des minorités ethniques isolées vivant dans les provinces montagneuses de Phongsaly et de Luang Namtha, au Nord du Laos. L’objectif est d’améliorer l’état nutritionnel des populations, en particulier les femmes et les enfants ; de préserver et valoriser les ressources locales par des pratiques agro-écologiques durables ; de renforcer les compétences et l’autonomie des partenaires locaux (autorités locales, organisations de la société civile, groupements de producteurs, groupements de femmes...). Le projet fait partie d’un programme plus large, cofinancé par l’Union européenne, et sera mis en œuvre en partenariat avec CARE International. Le projet touchera 50 villages répartis dans 5 districts, soit environ 5 000 familles et 138 000 habitants, issus principalement des minorités ethniques de la zone.

Subvention de 500 000 euros (soit 44% du montant total) sur trois ans.

### **ASMAE – Promouvoir l’insertion des enfants les plus vulnérables à l’école à Antananarivo**

Le projet d’ASMAE vise à promouvoir l’inclusion et la rétention des enfants des plus vulnérables au sein des écoles traditionnelles d’Antananarivo, la capitale malgache. Il cible des enfants et des jeunes de 7 à 18 ans exclus du système scolaire ou en grande difficulté d’apprentissage. Pour cela, ASMAE s’appuie sur un partenariat avec trois OSC malgaches professionnelles de l’enfance (Manda, Hardi et Kozama). Les activités consistent à former et accompagner le personnel éducatif en matière d’alphabétisation et de soutien scolaire, promouvoir le développement global de l’enfant en impliquant la famille et la communauté, et renforcer les 3 OSC malgaches partenaires sur des enjeux de plaidoyer, de recherche et de financement. Le projet permettra de prendre en charge 861 enfants et jeunes, 40 professionnels de l’éducation et personnels issus des partenaires locaux, les professionnels de 43 écoles publiques, environ 1000 parents.

Subvention de 294 969 euros (soit 50% du montant global du projet) sur trois ans.

### **GRDR – Appui à des systèmes alimentaires durables à Dakar**

L’initiative portée par le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement (GRDR) a pour objectif de renforcer la résilience des populations en situation de vulnérabilité alimentaire dans la zone périurbaine de Dakar, au Sénégal. Pour cela, le projet propose d’accompagner la mise en place de systèmes alimentaires durables, notamment autour de la mise en place de cantines scolaires, et de favoriser la promotion de produits locaux à haute valeur nutritive. Le projet devrait bénéficier à 4000 élèves dans cinq écoles publiques de la banlieue de Dakar. Il concernera également les 65 enseignants et les membres des comités de gestion des écoles et des associations de parents d’élèves. Une dizaine d’organisations de producteurs et transformateurs de produits agricoles sont impliqués dans l’approvisionnement des cantines.

Le département de Rufisque et les communes où sont implantées les écoles seront également des partenaires du projet.

Subvention de 400 000 euros (42% du budget total du projet) sur trois ans.

### **Gevalor – Valorisation des déchets à Lomé**

Gevalor intervient à Lomé au Togo depuis 2011 pour accompagner un opérateur associatif local, ENPRO, dans la valorisation de déchets organiques du cinquième arrondissement de la ville. L'objectif est d'améliorer la qualité de vie des habitants du quartier et d'expérimenter un mode de gestion des déchets durable sur le plan environnemental et économique. Avec l'appui de Gevalor, ENPRO a ainsi mis en place à partir de 2010 une plateforme pilote de tri et de compostage des déchets domestiques qu'elle collecte auprès des habitants. Fin 2015, 2500 tonnes de déchets ménagers avaient été traitées chaque année et pour produire 250 tonnes de compost et l'émission de 3 885 tonnes équivalent CO2 avaient été évitées entre 2013 et 2015. ENPRO emploie aujourd'hui près de 50 personnes du quartier. Durant cette nouvelle phase, GEVALOR et ENPRO ont pour ambition de consolider et de pérenniser l'activité d'ENPRO, à travers la mise en place d'un cadre de concertation et d'actions concrètes de sensibilisation et de coordination avec l'ensemble des acteurs de la filière déchets et le renforcement du modèle économique d'ENPRO. Le projet devrait bénéficier directement à environ 1700 personnes et indirectement aux 21 000 habitants du quartier dont les déchets seront collectés plus régulièrement et traités par compostage.

Subvention de 200 000 euros (31,4% du montant total du projet) sur trois ans

### **AVSF – Appui aux petits producteurs de cacao bio et équitable en Equateur**

Suite au séisme qui a violemment frappé la côte Nord de l'Equateur en avril 2016, Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), en partenariat avec l'entreprise de commerce équitable Ethiquable, propose d'appuyer la FONMSOEAM, une coopérative de production et de commercialisation équitable de cacao fin et biologique située dans la province d'Esmeraldas ainsi que ses familles paysannes membres. L'objectif est de restaurer les conditions de vie des petits agriculteurs et de rétablir l'équilibre d'activité de la coopérative de manière durable. Deux volets d'activités sont programmés : la réhabilitation des infrastructures individuelles et collectives des petits producteurs et de leur coopérative détériorées par le séisme, le renforcement des capacités humaines et matérielles de la structure pour accroître et pérenniser son activité. Le projet devrait ainsi bénéficier directement à 600 familles de petits producteurs de cacao biologique membres de la coopérative, ainsi qu'aux salariés de cette organisation. Par ailleurs, 3000 familles de producteurs dans la région, non membres de la coopérative, bénéficieront indirectement de prix plus rémunérateurs.

Subvention de 537 896 euros (50% du montant total du projet) sur 28 mois, mobilisée sur la réserve 10% post-crise.

### **IRAM – Appuyer la filière lait au Niger**

Le projet proposé par l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM) fait suite à une première phase qui avait permis d'appuyer deux centres de collectes laitiers ainsi que la laiterie Solani au Niger. L'objectif est de renforcer les deux centres de collecte existants en matière de gouvernance, de gestion, de fonctionnement, d'implication des acteurs et de participation des femmes et de mettre en place deux nouveaux centres. L'enjeu est aussi de contribuer au développement de la filière lait locale en promouvant des concertations entre les acteurs et le lancement par l'entreprise Solani d'une gamme de produits laitiers locaux durables. Ce projet qui mise sur des produits « 100% nigériens » vise à déployer des centres de collectes laitiers multi-services, qui agissent comme centres de prestation de services afin de mieux répondre aux contraintes et aux attentes des acteurs de la filière, notamment des éleveurs périurbains. Le projet permettra de mieux articuler les systèmes pastoraux avec l'élevage périurbain et de répondre ainsi aux exigences en volume et en qualité des laiteries industrielles existantes. Pour mettre en œuvre ce projet, l'IRAM continuera de s'appuyer sur trois partenaires locaux complémentaires : l'association Karkara, association nigérienne pour la dynamique des initiatives locales, l'entreprise Solani - seconde laiterie du Niger par son chiffre d'affaire, et le Réseau Billital Maroobé, premier réseau sous régional d'éleveurs.

Subvention de 250 000 euros (45% du montant total du projet) sur trois ans.

### **Apprentis d'Auteuil – Promouvoir les droits des enfants et des jeunes en situation de rue à Kinshasa en RDC**

Kinshasa compte entre 30 000 et 50 000 enfants et jeunes en situation de rue, dont un tiers de filles. Particulièrement vulnérables, ils sont victimes de répression, de violences physiques, psychologiques ou sexuelles, et ils souffrent également d'une forte insécurité sanitaire (consommation de drogue, forte exposition aux IST, au VIH/SIDA). L'objectif de cette seconde phase du projet porté par Apprentis d'Auteuil est de réduire le phénomène des enfants en situation de rue à Kinshasa en menant des actions de prévention de la séparation avec les familles et en les réinsérant de manière durable dans la société. Pour mener à bien ses actions, Apprentis d'Auteuil s'appuie sur le Réseau des éducateurs des enfants et jeunes de la rue (REEJER), une plateforme d'OSC congolaises œuvrant pour la prévention du phénomène des enfants en situation de rue, la protection et la promotion de leurs droits, ainsi que sur six OSC membres de ce réseau, déjà partenaires dans la première phase. Le projet touchera directement 6000 enfants et jeunes.

Subvention de 500 000 euros (40% du montant total du projet) pour trois ans.

### **GREF - Renforcer les capacités des acteurs de l'éducation au Bénin, Maroc et Sénégal**

Le projet porté par le Groupement des éducateurs sans frontières (GREF) vise à renforcer les capacités des acteurs de l'éducation formelle et non formelle au Bénin, au Maroc et au Sénégal à travers la promotion de la qualité de l'éducation. Les actions mises en œuvre dans cette deuxième phase porteront sur la petite enfance, les enfants vulnérables et l'appui à l'enseignement formel. Le projet entend appuyer et renforcer les organisations de la société civile ainsi que les institutions des trois pays en faveur d'une éducation inclusive de qualité. Les activités consisteront à favoriser la préscolarisation des enfants de 3 à 5 ans, à améliorer la prise en charge des enfants et des jeunes vulnérables et déscolarisés via le renforcement des compétences des acteurs publics et privés non lucratifs. Il s'agira enfin d'accompagner les cadres de l'éducation, les enseignants et les animateurs socio-éducatifs en matière de pédagogie, de didactique et de gouvernance. Le projet ciblera 2 665 personnels chargés d'encadrement, de formation et de gestion dans les trois pays.

Subvention de 500 000 euros financés par l'AFD (38,08% du montant total du projet) sur 2 ans.

### **Association voûte nubienne - Construire autrement avec les acteurs locaux au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal**

Cette deuxième phase du projet porté par l'Association voûte nubienne a pour objectif de soutenir un accès pérenne des populations rurales à un habitat durable et à très faible empreinte carbone au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. A travers la promotion de constructions en terre selon la technique de la voûte nubienne, le projet permettra de manière concrète à plus de 8 800 personnes de construire leur maison selon cette technique et à 7100 personnes d'avoir accès à des services dans des bâtiments communautaires ou publics de type voûte nubienne. Plus de 4 100 maçons seront directement impliqués dans les chantiers. Le projet aura un impact en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique dans le secteur de l'habitat tout en contribuant aux dynamiques de renforcement des économies locales. Pour atteindre ces objectifs, le projet active plusieurs leviers autour du triptyque « Un Toit – Un Métier - Un Marché ». Les activités portent sur les incitations et le suivi des constructions en voûte nubienne, la formation des maçons et le développement de leurs capacités entrepreneuriales et enfin, la promotion d'un environnement institutionnel qui permette de favoriser ce type de constructions.

Subvention de 815 000 euros (soit 39% du montant total du projet) sur 32 mois

### **GRDR - Agir pour les ODD grâce à la prise en compte des migrations**

Le projet porté par le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement (GRDR) vise à promouvoir les Objectifs du développement durable (ODD), en prenant les migrations comme clé de lecture et comme levier d'action. Il s'agit de fournir des outils pour concevoir et mener, au niveau territorial, des actions d'Education au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI) autour de ce thème. Le GRDR mènera des actions au niveau local, en partenariat avec des acteurs territoriaux (collectivités locales, associations de solidarité internationale, organisations de migrants, réseaux multi-acteurs...), dans cinq régions françaises (Ile-de-France, Hauts-de-France, Normandie, Centre Val-de-Loire et Grand Est). Les contenus pédagogiques produits seront diffusés à plus grande échelle via des outils numériques et avec l'appui de plateformes et partenaires nationaux et européens. Les activités consistent en des sessions de formation, des animations participatives, des bourses et Prix « J'M Jeunesse et migrations », la réalisation d'une étude territoriale sur les impacts

des migrations en faveur du développement durable, la conception et la diffusion d'outils pédagogiques, l'accompagnement et la réalisation d'une centaine d'actions d'EAD-SI. Le programme concernera 450 organisations de migrants, une centaine d'associations de solidarité internationale et une centaine de collectivités territoriales, 4780 personnes formées ou accompagnées dans le cadre du projet et 6 000 personnes impliquées dans les campagnes et actions de sensibilisation. Subvention de 400 000 euros (60 % du budget total) sur trois ans.

### **ATES – Appui à la filière du tourisme équitable et solidaire**

Le projet porté par l'Association pour le tourisme équitable et solidaire (ATES) vise à pérenniser et étendre la filière du tourisme équitable et solidaire et à renforcer sa visibilité. Les activités seront déclinées en trois axes : la promotion et la communication ; la structuration et le renforcement du milieu ; et enfin l'innovation. Elles incluront notamment : la sensibilisation du grand public, le plaidoyer institutionnel, le renforcement des capacités des acteurs du secteur, l'évaluation des pratiques, l'élaboration de méthodologies de mesure d'impact, le repérage et la valorisation de pratiques innovantes, la mobilisation des voyageurs comme ambassadeurs du tourisme équitable et solidaire (TES)... L'ensemble de ces actions permettra de poursuivre la professionnalisation de la filière, de mieux mesurer et valoriser l'impact du TES sur les territoires de destination, de consolider et d'étendre la communauté des acteurs, d'identifier de nouvelles pratiques et offres, d'accroître le nombre de citoyens connaissant et pratiquant ce type de tourisme, d'avoir des impacts positifs en termes de développement économique et humain pour les territoires de destination. Elles impliqueront plus de 380 ONG, 150 partenaires locaux dans 50 pays de destination, et plus de 6 000 voyageurs par an. Subvention de 285 000 euros (soit 57 % du budget) sur trois ans